

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe  
MACHENAUD-JACQUIER

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 150 N° 29	<b>TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI</b>	Mahana 19 no Tiurai 2001
-----------------------	---	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 171 DAF/PERS du 4 juillet 2001 désignant M. Christian Massignon, secrétaire général de la Polynésie française, pour assurer les fonctions de chef de la subdivision administrative des îles Australes par intérim . . . . . 1781

Arrêté n° 1090 IDV du 4 juillet 2001 déclarant nul de plein droit l'article 2 de la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001 annulant la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001 et levant la prescription quadriennale relative aux factures téléphoniques de l'Office des postes et télécommunications . . . . . 1782

Arrêté n° 176 DAF/PERS du 9 juillet 2001 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du personnel de correction de l'Imprimerie officielle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française . . . . . 1783

##### EXTRAITS

Arrêté n° 166 DAF/PERS du 27 juin 2001 prorogeant le mandat des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du personnel de correction de l'Imprimerie officielle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française . . . . . 1783

Arrêté n° 172 DAF/PERS du 4 juillet 2001 portant affectation de M. Hervé Belardi, adjudant, 8e échelon . . . . . 1783

Décision n° 384 SATP du 9 juillet 2001 constatant l'arrivée à Papeete de M. Eric Cantet, lieutenant de police de la police nationale, matricule 330.525, muté au poste de surveillance du territoire . . . . . 1783

Arrêté n° 179 DAF/PERS du 10 juillet 2001 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Bernard Lesot, conseiller hors classe de chambre régionale des comptes . . . . . 1783

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

Délibération n° 2001-70 APF du 5 juillet 2001 relative au vœu de l'assemblée de la Polynésie française tendant à l'adaptation des dispositions du code civil en vue de permettre le mariage des étrangers en Polynésie française lors de séjours touristiques . . . . . 1784

Délibération n° 2001-71 APF du 5 juillet 2001 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement III/1 à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination . . . . . 1784

Délégation n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Marquises et des îles Australes .....	1785
Délégation n° 2001-73 APF du 5 juillet 2001 portant modification n° 1 du budget du Fonds d'investissement pour le développement économique et social - territoire (F.I.D.E.S. - territoire), exercice 2001 .....	1785
Délégation n° 2001-74 APF du 5 juillet 2001 portant modification n° 2 du budget du compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.), exercice 2001 .....	1787
Délégation n° 2001-75 APF du 5 juillet 2001 modifiant le code des impôts .....	1788
Délégation n° 2001-76 APF du 5 juillet 2001 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, partie relative au recensement .....	1788
Délégation n° 2001-77 APF du 5 juillet 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier .....	1789
Délégation n° 2001-78 APF du 5 juillet 2001 relative à la scission de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétil) et à la création de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (Sagep) .....	1789
Délégation n° 2001-79 APF du 5 juillet 2001 portant modification de la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré .....	1790
Délégation n° 2001-80 APF du 5 juillet 2001 portant création d'une commission médicale dans les établissements de santé privés .....	1790
Délégation n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 portant réglementation de l'élimination des déchets d'activités de soins ..	1791
Délégation n° 2001-82 APF du 5 juillet 2001 portant modification des délibérations n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 et n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 .....	1794
Délégation n° 2001-83 APF du 9 juillet 2001 portant reconnaissance du caractère de service public des liaisons aériennes internationales à partir de la Polynésie française .....	1794
Délégation n° 2001-84 APF du 9 juillet 2001 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva" .....	1795
Délégation n° 2001-85 APF du 9 juillet 2001 instituant une taxe de soutien à l'industrie du transport aérien public ....	1795

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

### EXTRAITS

Additif à la liste des opérations terminées annexée à l'arrêté n° 636 CM du 15 mai 2001 portant annulation des reliquats d'autorisations de programme subsistant sur les opérations d'investissement terminées, publié dans le J.O.P.F. n° 23 du 7 juin 2001, page 1420 .....	1796
---	------

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 1705 PR du 16 juillet 2001 portant délégation de signature au secrétariat général du gouvernement .....	1796
---	------

### Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville

Arrêté n° 2744 MLA.AU du 11 juillet 2001 autorisant la cinquième extension du lotissement Résidence Jay sur la terre Maara ou Maraa sise à Mahina portant sur le lot n° 19. (Extraits) .....	1797
Arrêté n° 2816 MLA du 12 juillet 2001 autorisant l'Office polynésien de l'habitat à réaliser les travaux du lotissement Fanatea sur une partie de la terre Fanatea cadastrée n° 76, n° 77 et n° 211, sise à Faa'a .....	1797

**Ministère de l'équipement et des ports****EXTRAITS**

Arrêtés n° 2686 à n° 2692 MEP du 9 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe .....	1799
Arrêté n° 2693 MEP du 9 juillet 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à une parcelle de la terre Pirora lot 1 (plan 3) nécessaire aux travaux de reconstruction du pont Bougainville et de ses rampes d'accès dans la commune de Hitiaa O Te Ra .....	1800
Arrêtés n° 2694, n° 2695 et n° 2713 MEP du 9 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative aux parcelles N 44, N 45 et N 369 (plan 114) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia .....	1800
Arrêtés n° 2714 et n° 2715 MEP du 9 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi .....	1801
Arrêté n° 2733 MEP du 11 juillet 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Karakeakea (n° 13), Tepagiegie dite Teputanui (n° 14), Teveriga (n° 16), Marefai (n° 21), Marefai-Garahu-Tepoumarama-Tepagagie-Tohuamarama-Tiraha (n° 23), Ohoa (n° 34), Titohua (n° 36), Tiraha-Tepagagie (n° 37) et Maraefai (n° 39, n° 40 et n° 41) nécessaires à la mise aux normes de l'aérodrome de Takume (Tuamotu-Gambier) .....	1801
Arrêtés n° 2734 et n° 2735 MEP du 11 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Oparako 1 (plan 19), Fakamaruariki (plan 3), Tetoopiti 3 (plan 24) et Tetoopiti 4 (plan 25) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Hikueru (Tuamotu-Gambier) .....	1801
Arrêté n° 2736 MEP du 11 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Titohua (plan 26) et Tiraha (plan 29) nécessaires à la mise aux normes de l'aérodrome de Takume (Tuamotu-Gambier) .....	1802
Arrêté n° 2812 MEP du 12 juillet 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références AD 141 (plan 41) et AD 142 (plan 42) nécessaires au projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea .....	1802
Arrêtés n° 2813 et n° 2814 MEP du 12 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative aux parcelles de terre cadastrées sous les références N 255 et N 387 (plan 127) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia .....	1802
Arrêté n° 2815 MEP du 12 juillet 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi .....	1802

**Ministère du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine**

Arrêté n° 2817 MTE du 12 juillet 2001 autorisant l'association Te Hauroa à exploiter des installations de réfrigération destinées au stockage de produits de la mer dans la marina de Faratea, zone portuaire de Faratea/Taravao, commune de Taiarapu-Est (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) .....	1802
Arrêté n° 2818 MTE du 12 juillet 2001 autorisant le renouvellement de l'arrêté n° 7799 MEN du 18 décembre 2000 pour le Sporting Clay Club de Tahiti afin d'exploiter à titre provisoire, un complexe de tir sportif, commune de Taiarapu-Est (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) .	1804

**EXTRAITS**

Arrêté n° 2680 MTE du 9 juillet 2001 portant octroi d'une licence de navigation charter à M. Jean-Pierre Quemener pour le navire "Tane" .....	1804
---	------

**Ministère du travail, du dialogue social, de la fonction publique,  
de la rénovation de l'administration et de la déconcentration administrative**

**EXTRAITS**

Arrêtés n° 2737 à n° 2741 MTD du 11 juillet 2001 portant autorisations d'organiser une tombola au profit respectivement de : - l'association Phisigma ; - l'Association sportive Vaïete ; - l'Association sportive Fare Ihi ; - Comité organisateur de la convention du Kiwanis Asie-Pacifique 2002 ; - l'Association des parents d'élèves de l'école Charles-Viénot .....

1805

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

**EXTRAITS**

Conventions de financement n° 73-01 et n° 74-01 IDV du 9 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Mise en conformité et grosses réparations à l'école Pinaï" et "Extension et rénovation de l'école Toa'ta" .....

1806

Convention de financement n° 75-01 IDV du 9 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Pirae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de 8 appareils respiratoires individuels (A.R.I.)" .....

1807

Convention de financement n° 43-01 IDV du 10 juillet 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de pirogues et de matériel de sécurité pour le centre nautique communal de Taunoa" .....

1807

**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Service de l'urbanisme.— 1° Certificat de conformité n° 994 MLA.AU du 12 juillet 2001 concernant les travaux d'extension du lotissement "Résidence Jay" sis à Mahina .....

1807

2° Etats récapitulatifs des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent, et des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de juin 2001 .....

1807

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces judiciaires et légales .....

1813

Annonces diverses .....

1816



# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 171 DAF/PERS du 4 juillet 2001 désignant M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française, pour assurer les fonctions de chef de la subdivision administrative des îles Australes par intérim.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 17 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, et de la Polynésie française ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 octobre 1999 portant nomination de M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud,

préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 354 DAF/PERS du 10 décembre 1999 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Christian Massinon, administrateur civil hors classe, nommé secrétaire général de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Massinon, chargé d'exercer les fonctions de chef de la subdivision administrative des îles Australes par intérim, pour assurer à compter du 1er juillet 2001 jusqu'à la nomination d'un chef de subdivision administrative des îles Australes, sous la direction du haut-commissaire, l'administration de la subdivision en ce qui concerne les matières suivantes :

#### 1. Contrôle administratif des communes

Prendre les actes en application des dispositions de l'article 22 du décret n° 90-918 du 13 novembre 1980 susvisé, sauf pour les matières prévues aux articles suivants du code des communes (tel qu'il a été rendu applicable en Polynésie française) et qui demeurent soumis à la signature du haut-commissaire :

L. 112-2 à L. 112-19, L. 121-4, L. 121-5, L. 121-21, L. 121-22, L. 121-38 (5e alinéa), L. 122-10, L. 122-15, L. 122-18, L. 123-4, L. 153-8, L. 163-1, L. 163-15, L. 163-16, L. 163-17, L. 163-18, L. 164-1, L. 164-2, L. 166-2, L. 211-3, L. 233-1 à L. 233-73, L. 315-2 et L. 381-1.

#### 2. Attribution de subventions de l'Etat imputées sur la D.G.E. et le F.I.D.E.S.

- signer tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits de la dotation globale d'équipement (D.G.E.), chapitre 67-52 article 20 du budget du ministère de l'intérieur, dans la limite de la dotation de la subdivision ;
- signer tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du Fonds d'investisse-

ment pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.), chapitre 68-90 article 10 du budget de l'outre-mer, dans la limite de la dotation de la subdivision.

### 3. Administration des services de la subdivision

- signer les congés annuels et les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas dix jours des fonctionnaires et agents placés sous son autorité ;
- engager et liquider les opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés de la subdivision, relatives à la gestion administrative de la subdivision, à l'entretien de la résidence et aux frais de représentation.

### 4. Les chantiers de développement

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif des chantiers de développement :

- signer tous actes et correspondances, dont les conventions et les contrats de participation avec les bénéficiaires du dispositif ;
- signer tous actes et pièces justificatives d'ordonnement relatifs à la gestion des chantiers de développement financés sur le budget de l'Etat.

### 5. Les fonds de secours aux victimes de cyclones et catastrophes naturelles

Signer dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles :

- les correspondances et actes courants ;
- toutes décisions attributives de secours et actes relatifs à leur exécution.

Art. 2.— L'arrêté n° 425 DAF/PERS du 5 novembre 1997 portant délégation de signature à M. Serge Gonzalez, chef de la subdivision administrative des îles Australes, modifié par l'arrêté n° 137 DAF/PERS du 29 avril 1998, est abrogé.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2001.  
Jean ARIBAUD.

**ARRETE n° 1090 IDV du 4 juillet 2001 déclarant nul de plein droit l'article 2 de la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001 annulant la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001 et levant la prescription quadriennale relative aux factures téléphoniques de l'Office des postes et télécommunications.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de Polynésie française et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu l'arrêté n° 318 DAF/PERS du 20 novembre 2000 par lequel M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française, a donné délégation de signature à M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;

Vu les articles L. 121-32 et L. 121-33 du code des communes de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001 levant la prescription quadriennale relative aux factures de l'Office des postes et télécommunications antérieures à 1997 ;

Vu la lettre n° 697 IDV du 30 mars 2001 ;

Vu la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001 levant la prescription quadriennale relative aux factures téléphoniques de l'Office des postes et télécommunications et annulant la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001 ;

Vu la lettre n° 1336 IDV du 30 mai 2001 ;

Considérant que la déchéance quadriennale relative aux dettes d'une commune ne peut être valablement levée qu'en présence de circonstances exceptionnelles le justifiant ;

Considérant que la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001 levant la prescription quadriennale relative aux factures téléphoniques de l'Office des postes et télécommunications ne comporte aucune motivation mettant en évidence des circonstances exceptionnelles de nature à justifier une telle dérogation aux règles applicables en la matière ;

Considérant dès lors que le conseil municipal a adopté ladite délibération sans motivation ni fondement de droit recevables,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de la délibération n° 20-2001 du 10 avril 2001 annulant la délibération n° 7-2001 du 21 février 2001 et levant la prescription quadriennale relative aux factures téléphoniques de l'Office des postes et télécommunications est déclaré nul de plein droit.

Art. 2.— MM. le chef de la subdivision des îles du Vent et le maire de la commune de Pirae sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
Le chef de la subdivision administrative  
des îles du Vent,  
Marcel RENOUF.

**ARRETE n° 176 DAF/PERS du 9 juillet 2001 fixant la date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du personnel de correction de l'imprimerie officielle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté n° 206 DAF/PERS du 24 juin 1998 portant composition de la commission administrative paritaire du personnel de correction de l'imprimerie officielle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 166 DAF/PERS du 27 juin 2001 prorogeant le mandat des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du personnel de correction de l'imprimerie officielle du C.E.A.P.F.,

Arrête :

Article 1er. — La date des élections des représentants du personnel à la commission administrative paritaire du personnel de correction de l'imprimerie officielle du C.E.A.P.F. est fixée au vendredi 31 août 2001 (ouverture du scrutin : 8 heures - clôture du scrutin : 12 heures).

Art. 2. — La liste des candidats sera établie comme suit :

- grades de correcteur principal et de correcteur : 1 titulaire, 1 suppléant.

Les représentants du personnel devront être en service à Tahiti. La liste devra être déposée au plus tard le 17 juillet 2001 à 15 h 30, terme de rigueur, au bureau du personnel de la direction de l'administration et des finances, boulevard Pomare à Papeete.

Elles porteront chacune le nom d'un fonctionnaire résidant à Papeete, appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales et seront, en outre, accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Il ne sera accepté aucun dépôt ni modification de liste après le 17 juillet 2001.

Art. 3. — Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de l'administration et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 juillet 2001.

Pour le haut-commissaire :  
*Le secrétaire général*  
*de la Polynésie française,*  
Christian MASSINON.

**Par arrêté n° 166 DAF/PERS du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 27 juin 2001.** — La durée du mandat des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du personnel de correction de l'imprimerie officielle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est prorogée de trois mois à compter du 24 juin 2001.

**Par arrêté n° 172 DAF/PERS du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 juillet 2001.** — M. Hervé Belardi, arrivé à Tahiti-Faaa le 28 juin 2001, est affecté au bureau d'études du haut-commissariat de la République en Polynésie française.

L'intéressé sera pris en charge sur le budget de l'Etat (114), chapitre 31-90, article 62, à compter du 27 juin 2001.

M. Hervé Belardi est nommé adjoint au chef du bureau d'études, à compter du 1er juillet 2001.

**Par décision n° 384 SATP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 9 juillet 2001.** — Est constatée l'arrivée à Papeete, le 5 juillet 2001, de M. Eric Cantet, lieutenant de police de la police nationale, matricule 330.525, 7e échelon, muté au poste de surveillance du territoire, à compter du 4 juillet 2001.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 31-41, article 10, paragraphe 11.

**Par arrêté n° 179 DAF/PERS du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 10 juillet 2001.** — Est constatée l'arrivée en Polynésie française le 5 juillet 2001 de M. Bernard Lesot, conseiller hors classe de chambre régionale des comptes, affecté à la chambre territoriale des comptes de Polynésie française.

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 2001-70 APF du 5 juillet 2001 relative au vœu de l'assemblée de la Polynésie française tendant à l'adaptation des dispositions du code civil en vue de permettre le mariage des étrangers en Polynésie française lors de séjours touristiques.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3084 PR du 22 décembre 1997 du Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4450 du 25 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 63-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

**Article 1er.**— L'assemblée de la Polynésie française émet le vœu que soient adaptées sur le territoire les dispositions du code civil afin de permettre le mariage des étrangers entre eux en Polynésie française, lors de séjours touristiques.

**Art. 2.**— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-71 APF du 5 juillet 2001 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement III/1 à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1186 DRCL du 3 novembre 1999 du haut-commissaire de la République soumettant pour avis à l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement III/1 à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4451 du 25 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 64-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

**Article 1er.**— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable au projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement III/1 à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination.

**Art. 2.**— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation,



aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Tarita SINJOUX.

*La présidente,*  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Sous-le-Vent, des îles Tuamotu et Gambier, des îles Marquises et des îles Australes.**

NOR : ADA0100756DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 772 CM du 30 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4452 du 25 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 65-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé, par la réorganisation et la redistribution des moyens du service de l'administration et du développement des archipels, les services administratifs ainsi dénommés :

- a) Circonscription des îles Sous-le-Vent ;
- b) Circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;
- c) Circonscription des îles Marquises ;
- d) Circonscription des îles Australes.

Ces circonscriptions exercent leurs missions dans le cadre géographique défini à l'article 4 de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 susvisée.

Art. 2.— Les circonscriptions définies à l'article 1er ci-dessus exercent les missions suivantes :

- a) Elles sont chargées de proposer et mettre en œuvre la politique des autorités de la Polynésie française en matière d'administration et de développement des archipels confiée à leur ministère de tutelle ;
- b) Elles assurent, en vertu des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 précitée, l'exécution des missions des services qu'elles représentent en vertu d'une convention ;

- c) Elles sont un échelon de proposition de programmation et de répartition de leurs crédits et de ceux des services qu'elles représentent en vertu d'une convention ;
- d) Elles mettent en œuvre les programmes dont l'exécution leur est confiée et exécutent le budget qui leur est notifié ;
- e) Elles animent et coordonnent les actions de l'ensemble des subdivisions déconcentrées ;
- f) Elles conduisent en propre et en collaboration avec les subdivisions déconcentrées une action en faveur du développement économique, social et culturel ;
- g) Elles apportent, le cas échéant avec les subdivisions déconcentrées, leur concours et leur appui technique aux projets de développement économique, social et culturel des communes et des établissements publics qui en font la demande.

Art. 3.— Chacune des circonscriptions définies à l'article 1er ci-dessus est dirigée par un chef de service, nommé tavana hau par arrêté pris en conseil des ministres.

Le tavana hau exerce les prérogatives définies au titre IV de la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 précitée.

Art. 4.— Un arrêté pris en conseil des ministres fixe l'organisation des circonscriptions et les modalités d'application de la présente délibération.

Art. 5.— Les dispositions de la présente délibération prennent effet à compter du 1er janvier 2002.

A compter de cette date, sont abrogées les dispositions de la délibération n° 94-61 AT du 9 juin 1994 portant création du service de l'administration et du développement des archipels.

Art. 6.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Tarita SINJOUX.

*La présidente,*  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-73 APF du 5 juillet 2001 portant modification n° 1 du budget du Fonds d'investissement pour le développement économique et social - territoire (F.I.D.E.S. - territoire), exercice 2001.**

NOR : SFC010890DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 93-53 AT du 10 juin 1993 portant création du compte hors budget dénommé "Fonds d'investissement pour le développement économique et social - territoire" ;

Vu la délibération n° 2000-152 APF du 7 décembre 2000 approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 11 juin 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4428 du 25 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 66-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er. — Les recettes extraordinaires du budget du Fonds d'investissement pour le développement économique et social - territoire, pour l'exercice 2001, sont modifiées comme suit :

Chapitre	Article	Libellé	En +	En -
900		Bâtiments administratifs		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	1.416.484	
		Total chap. 900	1.416.484	
901		Voirie territoriale		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	8.030.653	
		Total chap. 901	8.030.653	
903		Equipements scolaire et culturel		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	15.850.000	
		Total chap. 903	15.850.000	
906		Services économiques autres que transports		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	24.514.046	
		Total chap. 906	24.514.046	
907		Equipement rural		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	316.676	
		Total chap. 907	316.676	
908		Urbanisme et habitation		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	13.848	
		Total chap. 908	13.848	
909		Autres équipements		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	6.388.985	
		Total chap. 909	6.388.985	
914		Programme pour autres tiers		
	105102	Participation de l'Etat (MEDOM)	6.300.000	
		Total chap. 914	6.300.000	
927		Financement complémentaire - section d'investissement		
	060	Résultat d'investissement reporté	1.446.623	
		Total chap. 927	1.446.623	
TOTAL GENERAL			64.277.315	0

Art. 2. — Le report sur l'exercice 2001 des reliquats de crédits de paiement délégués restant à employer au 31 décembre 2000 selon le détail joint en annexe à la présente, pour le montant de 64.277.315 F CFP, déjà prononcé par l'ordonnateur du budget du Fonds d'investissement pour le développement économique et social - territoire, est confirmé.

Art. 3. — Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

# ETAT DES CREDITS DE PAIEMENT DISPONIBLES AU 31 DECEMBRE 2000 ET REPORTES A LA GESTION 2001 (en F CFP)

N° AP	Libellé AP	Montant reporté
1.1997 2.1997	900 BATIMENTS ADMINISTRATIFS 9007 MINISTERE ECONOMIE, PLAN, PREVISION ECONOMIQUE Diagnostic énergétique des bâtiments A1 et A2 Création d'un observatoire des prix en vue de l'in TOTAL DU SOUS-CHAPITRE TOTAL DU CHAPITRE	254.364 1.162.120 1.416.484 1.416.484
5.1997	901 VOIRIE TERRITORIALE 901010 VOIRIE PROPREMENT DITE Travaux d'infrastructures routières et fluviales TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	7.505.959 7.505.959
4.1997	901012 ECLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION Synchronisation des feux tricolores TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	18.653 18.653
3.1997	90109 AUTRES EQUIPEMENTS DE VOIRIE Rocade de Papeete - étude technique TOTAL DU SOUS-CHAPITRE TOTAL DU CHAPITRE	852.000 652.000 8.376.612
2.2000	903 EQUIPEMENTS SCOLAIRE ET CULTUREL 90301 ECOLES DU SECOND DEGRE Réseau inform des Ets scol. et accès Internet TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	7.350.000 7.350.000
6.1999	90309 AUTRES EQUIPEMENTS SCOLAIRES ET CULTURELS 150e anniversaire de Paul-Gauguin : rénovation TOTAL DU SOUS-CHAPITRE TOTAL DU CHAPITRE	8.500.000 8.500.000 15.850.000
3.2000	906 SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS SCES ECO Mise au pl d'un modèle de conj et prév écono TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	6.098.970 6.098.970
1.1998 2.1999	90600 INDUSTRIE ET ARTISANAT Mise en place d'instruments de modélisation macro- Artisanat spécialisé dans la peau de requin TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	76.000 2.500.000 2.576.000
10.1997 7.1999	90601 MER Contribution à la sauvegarde des tortues marines Etude d'une base logistique de senneurs TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	1.310.280 7.344.877 8.655.157
7.1997 8.1997 1.1999	90602 TOURISME Aménagement du front de mer de Papeete Etude paysagère place Tarahoi et parc Bougainville Amélioration et création d'entreprises d'animation TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	422.011 524.000 1.295.000 2.241.011
9.1997 9.1999	90603 AMENAGEMENT Etude de cadastrage à l'entreprise Etude du SAGE TOTAL DU SOUS-CHAPITRE TOTAL DU CHAPITRE	3.583.510 4.552.895 8.136.405 27.707.543
11.1997 3.1999	907 EQUIPEMENT RURAL 907 EQUIPEMENT RURAL Utilisation de la bourre de coco broyée pour cultu Lutte contre le virus "Irisleza" TOTAL DU SOUS-CHAPITRE TOTAL DU CHAPITRE	143.202 173.474 316.676 316.676
12.1997	908 URBANISME ET HABITATION 90800 URBANISME Réalisation de plan de prévention de risque TOTAL DU SOUS-CHAPITRE TOTAL DU CHAPITRE	20.910 20.910 20.910
13.1997 14.1997	909 AUTRES EQUIPEMENTS 909 AUTRES EQUIPEMENTS Réseau de surveillance de la qualité de l'air Audit technico-économ d'éval du niv de mise en con TOTAL DU SOUS-CHAPITRE TOTAL DU CHAPITRE	2.000.000 3.989.090 5.989.090 5.989.090

N° AP	Libellé AP	Montant reporté
15.1997 17.1997	914 PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS	
	914 PROG POUR AUTRES TIERS	
	Aide à l'acquisition de séchoirs à coprah	2.800.000
	Installation d'irrigation gte à gte sur un bloc	1.800.000
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	4.600.000
	TOTAL DU CHAPITRE	4.600.000
	TOTAL GENERAL	64.277.315

**DELIBERATION n° 2001-74 APF du 5 juillet 2001 portant modification n° 2 du budget du compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.), exercice 2001.**

NOR : SFC010891DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 92-94 AT du 1er juin 1992 modifiée portant création du compte d'aide aux victimes des calamités ;

Vu la délibération n° 2000-152 APF du 7 décembre 2000 approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-26 APF du 15 février 2001 portant modification n° 1 du budget du compte d'aide aux victimes des calamités, exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 11 juin 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4428 du 25 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 66-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes extraordinaires du budget du compte d'aide aux victimes des calamités, pour l'exercice 2001, sont modifiées comme suit :

Chapitre	Article	Libellé	En +	En —
927	060 162-1	Financement complémentaire - section d'investissement Résultat d'investissement reporté Emprunt auprès du Crédit local de France (C.A.V.C.) <i>Total chap. 927</i>	3.161.478.513  2.046.600.768 5.208.079.281	    0
TOTAL GENERAL			5.208.079.281	0

Art. 2.— Le report sur l'exercice 2001 des reliquats de crédits de paiement délégués restant à employer au 31 décembre 2000 selon le détail joint en annexe à la présente, pour le montant de 5.208.079.281 F CFP, déjà prononcé par l'ordonnateur du budget du compte d'aide aux victimes des calamités, est confirmé.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**ETAT DES CREDITS DE PAIEMENT  
DISPONIBLES AU 31 DECEMBRES 2000  
ET REPORTEES A LA GESTION 2001  
(en F CFP)**

N° AP	Libellé AP	Montant reporté
2.2000	900 BATIMENTS ADMINISTRATIFS	
	90008 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	
	Réparation station Huahine "dépression Alan"	116.127
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	116.127
	TOTAL DU CHAPITRE	116.127
10.1997 3.1998 4.1998 5.1998 27.1998 3.2000 4.2000 5.2000 6.2000	901 VOIRIE TERRITORIALE	
	901010 VOIRIE PROPREMENT DITE	
	Versmt au bud gén - "Réfect réseau routier Teva i Uta"	375.403
	Versmt au bud gén - "Rés routier - cyclone Marin"	1.046
	Versmt au bud gén - "Rés routier - cyclone Oséa"	30.430
	Versmt au bud gén - "Rés routier - pluies Marquises"	391.500
	Versmt au bud gén - "Malériel lourd - GIP"	154.835
	Réfect réseau routier - "Tempêtes Ursula et Veli"	251.253
	Réfection du réseau routier - "Pluies IDV-ISLV"	3.200.920
	Réfection du réseau routier - "Dépression Alan"	9.259.844
	Réfection du réseau routier - "Inondations de 1998"	1.407.287.543
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	1.420.952.774
	TOTAL DU CHAPITRE	1.420.952.774
7.2000	90109 AUTRES EQUIPEMENTS DE VOIRIE	
	Matériels lourds - "Inondations de 1998"	2.891.205
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	2.891.205
	TOTAL DU CHAPITRE	1.423.843.979
10.1998 13.1998 8.2000 9.2000 10.2000 11.2000 12.2000 13.2000 14.2000 15.2000	902 RESEAUX TERRITORIAUX	
	90205 DEFENSE CONTRE LES EAUX	
	Versmt au bud gén - "Berg et ouvr art - Pluies Mses"	4.468.755
	Versmt au bud gén - "Berg et ouvr art - Pluies Ua p"	3.971.345
	Protection et curage de rivières - "Teva i Uta"	1.084.750
	Reconstruction ouvrages d'art - "Teva i Uta"	1.247.413
	Assl et protect village Maupiti - "Cyclone Oséa"	29.139.667
	Prot berges et reconcs O A - "Temp. Ursula et Veli"	6.099.139
	Prot berges et reconcs des O A - "Pluies Tahiti"	28.127.222
	Prot berges et reconcs O A - "Pluies IDV-ISLV"	5.668.339
	Prot berg cur riv reconcs O A - "Dépression Alan"	12.573.431
	Réfection des réseaux - "Inondations de 1998"	1.550.314.564
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	1.642.692.725
	TOTAL DU CHAPITRE	1.642.692.725
16.2000	903 EQUIPEMENTS DE VOIRIE	
	90303 EQUIPEMENTS SPORTIFS	
	Réfect équipements sportifs - "Dépression Alan"	43.301.415
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	43.301.415
	TOTAL DU CHAPITRE	43.301.415
31.1998	904 EQUIPEMENTS SANITAIRE ET SOCIAL	
	90400 HOPITAUX, HOSPICES, MATERNITES	
	Versmt au bud gén - "Réf bât santé - Dép Alan"	40.037
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	40.037
	TOTAL DU CHAPITRE	40.037
17.2000 21.2000 22.2000	905 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	
	90501 EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES	
	Ramse en état des pistes - "Cyclone Martin"	277.641
	Rélect. infrast. aéron. - "Tempêtes Ursula et Veli"	5.457.957
	Ramse à niv instal aérod. - "Cyclo. Oséa et Temp."	1.853.522
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	7.389.120

N° AP	Libellé AP	Montant reporté
16.1998	90502 EQUIPEMENTS PORTUAIRES	
17.1998	Versmt au bud gén - "Balis mar - Cycl Martin"	91
19.1998	Versmt au bud gén - "Ouvr marit - Cycl Martin"	5.050
18.2000	Versmt au bud gén - "Ouvr maritimes - Cycl Osea"	172.109
19.2000	Remise en état des pistes - "Cyclone Oséa"	23.325.676
20.2000	Réfection ouvrages maritimes - "Îles Marquises"	3.741.667
	Réfect ouv. port. et marit - "Temp. Ursula et Velli"	284.103
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	27.528.696
23.2000	90509 AUTRES EQUIPEMENTS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	
24.2000	Réfect des ouv et balis marit - "Dépression Alan"	1.857.589
	Programme d'interventions diverses - GIP	76.821.548
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	78.679.137
	TOTAL DU CHAPITRE	113.596.953
25.1998	909 AUTRES EQUIPEMENTS	
	909 AUTRES EQUIPEMENTS	
	Versmt au bud gén - "Hang port et abri - Cycl Oséa"	409.527
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	409.527
	TOTAL DU CHAPITRE	409.527
4.1997	911 PROGRAMMES POUR LES ETS TERRITORIAUX	
5.1997	911 PROGRAMMES POUR LES Etablissements Territoriaux	
26.1998	Subvention au F.E.I. - "Dépression William"	13.303.223
33.1998	Subvention au F.E.I. - "Forte houle juillet 1998"	200.000.000
5.1999	Subvention au F.E.I. - "Intemp 1997-1998"	102.000.000
	Subvention au F.E.I. - "Dépression Alan"	371.700.000
	Subvention au F.E.I. - "Inondations de 1998"	499.000.000
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	1.186.003.223
	TOTAL DU CHAPITRE	1.186.003.223
6.1999	912 PROGRAMMES COMMUNES, SYNDICATS COMMUNES ETC.	
	912 PROG COMMUNES	
	Subvention aux communes - "Inondations de 1998"	798.075.295
	TOTAL DU SOUS-CHAPITRE	798.075.295
	TOTAL DU CHAPITRE	798.075.295
	TOTAL GENERAL	5.208.079.281

**DELIBERATION n° 2001-75 APF du 5 juillet 2001  
modifiant le code des impôts.**

NOR : SCD0100922DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu le code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 813 CM du 18 juin 2001 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4429 du 25 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 67-2001 du 5 juillet 2001 de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le code des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

Au premier alinéa de l'article 365-1, remplacer la mention : "dont la demande de permis de construire aura été déposée au plus tard le 30 juin 2001" par la mention : "dont la demande de permis de construire aura été déposée au plus tard le 30 juin 2002".

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-76 APF du 5 juillet 2001 portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, partie relative au recensement.**

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 262 DRCL du 16 février 2001 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'Assemblée de la Polynésie française un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, partie relative au recensement ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4448 du 25 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 68-2001 du 5 juillet 2001 de l'Assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'Assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, partie relative au recensement.

Toutefois, elle souhaite attirer l'attention des autorités de l'Etat sur les difficultés d'application en Polynésie française du dispositif instauré, telles que développées dans le rapport de présentation.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-77 APF du 5 juillet 2001 relative à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 336 DRCL du 26 février 2001 du haut-commissaire de la République soumettant pour avis à l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4449 du 25 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 69-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'assemblée de la Polynésie française émet un avis favorable au projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, à l'exception des articles 29 à 34 qui empiètent sur les compétences de la Polynésie française.

Art. 2.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmise, accompagnée de son rapport de présentation, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-78 APF du 5 juillet 2001 relative à la scission de la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétill) et à la création de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (Sagep).**

NCA : TIL01008760L

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée sur les sociétés commerciales ;

Vu la loi n° 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée relative aux sociétés d'économie mixte locales ;

Vu la délibération n° 2000-38 APF du 30 mars 2000 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte locales

associant la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la convention d'apport partiel d'actifs de la Sétill à la Sagep en date du 10 mai 2001 ;

Vu l'arrêté n° 812 CM du 15 juin 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4447 du 25 juin 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 70-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé une société d'économie mixte locale dénommée "Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française", en abrégé "Sagep".

Art. 2.— La Sagep a pour objet principal :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- l'exécution de tous travaux de viabilité et d'aménagement ;
- la construction de bâtiments de toute nature et de toute destination ;
- l'exercice de toute activité de prestations intellectuelles liées aux activités d'aménagement et de construction (maîtrise d'ouvrage déléguée, conduite d'opération...) ;
- l'exercice de toute activité d'exploitation et de gestion d'ouvrages publics ou privés ou d'organismes, notamment dans les domaines de la gestion de lotissements, de parkings et de réalisation de tout ensemble routier, terrestre ou maritime, comportant généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Art. 3.— Le Président du gouvernement est habilité à intervenir à l'acte constitutif de la Sagep.

Art. 4.— Lors de sa constitution, le territoire participe au capital de la Sagep, fixé initialement à cent quarante et un millions cinq cent vingt-cinq mille francs pacifiques (141.525.000 F CFP), à hauteur de 56,8 %, dans les conditions déterminées par la convention d'apport partiel d'actifs susvisée.

Art. 5.— Sont autorisées l'adaptation des statuts de la Sétill aux statuts types des sociétés d'économie mixte locales en vigueur ainsi que la modification de son objet social, ainsi qu'il suit :

"La Société a pour objet :

- la réalisation, l'entretien, le renouvellement, l'exploitation, le développement et la promotion d'ouvrages, terrains, bâtiments, installations, matériels, réseaux et services nécessaires au fonctionnement ou à la promotion, de plates-formes aéroportuaires en Polynésie française ;
- la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêt économique ou sociétés en participation ;
- d'une manière plus générale, l'accomplissement de toutes opérations, industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement ;
- la société se reconnaît la possibilité de sous-traiter tout ou partie de sa mission qu'elle jugera utile."

Art. 6.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-79 APF du 5 juillet 2001 portant modification de la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré**

NOR : SES0100698DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la convention Etat - territoire n° 214-99 du 19 juillet 1999 relative à l'éducation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré ;

Vu l'arrêté n° 610 CM du 9 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4433 du 25 juin 2001 de la commission de l'éducation ;

Vu le rapport n° 71-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988, modifiée par les délibérations n° 92-23 AT du 20 février 1992, n° 92-98 AT du 1er juin 1992, n° 96-80 APF du 5 juin 1996 et n° 98-48 APF du 29 avril 1998, concernant la création des établissements publics territoriaux d'enseignement des premier et second cycles du second degré, est modifié comme suit :

Sous le titre 1° relatif aux établissements de second cycle du second degré, compléter la liste des établissements de second cycle par :

"Lycée polyvalent de Papara – date d'effet : rentrée scolaire 2001-2002".

Sous le titre 2° relatif aux établissements de premier cycle du second degré, compléter la liste des établissements de premier cycle par :

"Collège de Taunua – Papeete – date d'effet : rentrée scolaire 2001-2002".

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-80 APF du 5 juillet 2001 portant création d'une commission médicale dans les établissements de santé privés.**

NOR : DSP010081BDL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-96 AT du 1er juin 1992 portant réforme du système hospitalier ;

Vu la délibération n° 98-163 APF du 15 octobre 1998 relative aux mesures destinées à prévenir l'augmentation des dépenses de santé ;

Vu l'avis du conseil territorial de la santé publique dans sa séance du 28 septembre 2000 ;

Vu l'arrêté n° 648 CM du 16 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4431 du 25 juin 2001 de la commission de la santé, de la recherche et de l'environnement ;

Vu le rapport n° 72-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

## Adopte :

Article 1er.— Il est créé dans chaque établissement de santé privé une commission médicale chargée de veiller à l'indépendance professionnelle des praticiens et de participer à l'évaluation des soins. Cette commission donne son avis sur la politique médicale de l'établissement, ainsi que sur l'élaboration des prévisions annuelles d'activités de l'établissement.

Art. 2.— La commission médicale est constituée de plein droit par les praticiens qui exercent dans l'établissement. Elle élit en son sein le président et le vice-président au scrutin majoritaire à deux tours, pour une durée de mandat de deux ans.

Art. 3.— Lors de sa première réunion, la commission médicale fixe les modalités de son fonctionnement, notamment en ce qui concerne les fréquences de ses réunions et l'organisation de son secrétariat. Elle établit son règlement intérieur et désigne un secrétaire de séance.

Art. 4.— Le directeur de l'établissement assiste avec voix consultative aux séances de la commission. Il peut être assisté des collaborateurs de son choix, après accord du président de la commission médicale.

Par ailleurs, la commission peut entendre toute personne compétente sur les questions à l'ordre du jour. Ses séances ne sont pas publiques.

Art. 5.— La commission médicale est obligatoirement consultée sur :

- le projet d'établissement comprenant notamment la définition des spécialités médicales pratiquées au sein de l'établissement ;
- le règlement intérieur ;
- les questions intéressant l'aménagement et l'équipement de l'établissement, ainsi que l'hygiène et la salubrité des locaux ;
- l'organisation et le fonctionnement des services de soins, ainsi que tous les aspects techniques des activités médicales ;
- les dispositions propres à la mise en œuvre d'une politique de maîtrise de l'évolution des dépenses de santé et en particulier les prévisions annuelles de l'activité de l'établissement, ainsi que l'analyse des résultats des tableaux de bord de suivi des dépenses de soins ;
- la politique médicale d'établissement.

Art. 6.— La commission peut créer des comités ou commissions pour l'étude, la mise en place et le suivi d'activités ou missions spécifiques. Elle crée notamment en liaison avec l'administration de l'établissement une commission du médicament.

Art. 7.— Avec le concours de la direction de l'établissement, la commission établit un rapport annuel relatif à l'évaluation technique des soins dispensés dans l'établissement. Ce rapport est transmis par la direction de l'établissement à la direction de la santé et au service du contrôle médical de la Caisse de prévoyance sociale. En outre, en l'absence d'un responsable de département d'information médicale, le président de la commission médicale dans les établissements privés organise avec la direction de l'établissement l'archivage et la communication des dossiers médicaux.

Art. 8.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-81 APF du 5 juillet 2001 portant réglementation de l'élimination des déchets d'activités de soins.**

NOR : DSP0100342DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 573 CM du 2 mai 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4432 du 25 juin 2001 de la commission de la santé, de la recherche et de l'environnement ;

Vu le rapport n° 73-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

**Article 1er.— Définition**

Les déchets d'activités de soins sont les déchets issus des activités de diagnostic, de suivi et de traitement préventif, curatif ou palliatif, dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire qui répondent aux caractéristiques suivantes :

- 1° Soit présentent un risque infectieux, du fait qu'ils contiennent ou sont susceptibles de contenir des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'en raison de leur nature, de leur quantité ou de leur métabolisme, ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.

Ils comprennent notamment :

- a) Les tissus et cultures issus de laboratoires de biologie ;
- b) Les matériels à usage unique ayant servi aux examens, aux prélèvements biologiques et aux soins ;
- c) Les produits, objets, aliments et matériaux souillés de sang ;
- d) Les objets, produits, aliments et matériaux souillés, susceptibles de contenir des germes pathogènes.

- 2° Soit, même en l'absence de risque infectieux, relèvent de l'une des catégories suivantes :

- a) Matériels et matériaux piquants ou coupants destinés à l'abandon qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique ;
- b) Produits sanguins et dérivés à usage thérapeutique incomplètement utilisés ou arrivés à péremption ;
- c) Déchets ou pièces anatomiques humains ou vétérinaires et cadavres de chiens et de chats, sans préjudice des dispositions réglementaires prévues par la police sanitaire des animaux. Ils comprennent notamment les organes, les membres, les fragments d'organe ou de membre ;
- d) Médicaments non utilisés.

Sont assimilés aux déchets d'activités de soins pour l'application des dispositions de la présente délibération, lorsqu'ils présentent les caractéristiques mentionnées aux points 1° et 2° ci-dessus, les déchets issus des contrôles microbiologiques des eaux, aliments et boissons, des auto-contrôles microbiologiques réalisés par les entreprises agro-alimentaires et des activités d'enseignement, de recherche, de production industrielle dans les domaines de la médecine humaine et vétérinaire, ainsi que ceux issus des activités de thanatopraxie.

Sont également assimilés aux déchets d'activités de soins, pour l'application des dispositions de la présente délibération, les déchets non dangereux en vrac ou conditionnés, entrés accidentellement en contact avec les déchets d'activités de soins ou assimilés en vrac ou conditionnés définis au point 1° ci-dessus.

Ils sont désignés ci-après déchets.

#### Art. 2.— *Obligation d'élimination*

Sont soumis aux dispositions de la présente délibération :

- les professionnels de santé du secteur privé et les professionnels du secteur vétérinaire privé ;
- les établissements hospitaliers ;
- les établissements de santé ;
- les établissements vétérinaires ;
- les établissements d'enseignement, de recherche et de production industrielle ;
- les laboratoires d'analyse de biologie médicale ;
- les professionnels d'activités de thanatopraxie ;
- et en général, toutes structures publiques ou privées ayant des activités de soins ou produisant des déchets répondant aux définitions de l'article 1er.

Les personnes définies ci-dessus sont tenues d'assurer ou de faire assurer l'élimination des déchets qu'ils produisent ou détiennent, de manière à éviter les risques de contamination ou de pollution de l'environnement.

Les pharmaciens peuvent contribuer à l'élimination des déchets, en recueillant les déchets des particuliers. Ils sont alors tenus aux obligations d'élimination ci-après.

#### Art. 3.— *Phases d'élimination*

L'élimination des déchets comporte les phases suivantes :

- 1 - Le tri et la collecte ;
- 2 - Le conditionnement ;
- 3 - Le stockage ;
- 4 - Le transport ;
- 5 - Le traitement.

#### Art. 4.— *Tri et collecte*

Les déchets définis par la présente délibération doivent être, dès leur production, séparés des autres déchets.

Les déchets ainsi que les récipients non encore fermés qui les contiennent, ne peuvent être manipulés que par du personnel dûment informé des précautions à prendre lors des manipulations et des risques encourus.

Le personnel doit être équipé et protégé de façon à éviter les contacts physiques directs avec les déchets.

#### Art. 5.— *Conditionnement*

Les déchets piquants ou tranchants, tels que les seringues et les aiguilles usagées, sont placés au moment de la collecte, dans des récipients à usage unique, rigides, solides et inviolables.

Les autres déchets sont conditionnés, au moment de la collecte, dans des récipients à usage unique distincts des précédents, en bon état, assurant une résistance et une étanchéité suffisantes, quelle que soit la nature du déchet liquide ou solide.

Les matériaux des récipients ne doivent pas contenir de substances susceptibles d'être à l'origine d'émissions toxiques.

Ces deux types de récipient doivent être fermés hermétiquement après leur remplissage. En aucun cas, les déchets ne devront être extraits de leur récipient jusqu'à l'aboutissement de la procédure d'élimination.

Le compactage ou tassage des déchets d'activités de soins est interdit.

Un système simple de marquage devra permettre d'identifier clairement et à tout moment, la nature du contenu du récipient, son origine et la date de production des déchets.

#### Art. 6.— *Stockage*

Les déchets conditionnés doivent être entreposés à l'abri des intempéries, de la chaleur, des animaux et des insectes, dans un espace fermé et ventilé réservé à cet effet et clairement identifié pouvant être facilement nettoyé et désinfecté.

Lorsque les déchets ou pièces anatomiques d'origine humaine ou animale visés à l'article 1er, 2° c) ne sont ni réfrigérés ni congelés, ils doivent être éliminés immédiatement. Ces déchets sont conservés au maximum pendant 8 jours, lorsqu'ils sont entreposés à des températures comprises entre 0 et 5 °C. En cas de congélation, leur élimination doit être effectuée régulièrement.

Lorsque les cadavres de chiens et de chats ne sont ni réfrigérés ni congelés, ils doivent être éliminés immédiatement. Ils sont conservés au maximum pendant 5 jours, lorsqu'ils sont entreposés à des températures comprises entre 0 et 5 °C. En cas de congélation, leur élimination doit être effectuée régulièrement.

Les déchets piquants ou tranchants sont éliminés régulièrement.



Les autres déchets, définis à l'article 1er, points 1° et 2° b), peuvent être entreposés à température ambiante pendant une période maximum de 4 jours après leur production. En cas de réfrigération entre 0 et 5 °C, ils sont conservés au maximum pendant 8 jours. En cas de congélation, leur élimination doit être effectuée régulièrement.

L'enceinte de réfrigération ou de congélation doit être exclusivement réservée à cet usage.

#### Art. 7.— *Transport*

Lorsque le traitement des déchets s'effectue à l'extérieur de l'enceinte où sont prodigués les soins, les déchets doivent être transportés à bord d'un véhicule motorisé à quatre roues, solidement fixés à l'intérieur d'une cabine fermée.

Lors des déplacements interîles, les déchets sont transportés par voie maritime ou aérienne régulière, et à défaut, par tout bateau ou aéronef. Ils sont solidement fixés ou amarrés.

Les déchets produits ou détenus par les établissements hospitaliers sont transportés de l'enceinte de l'établissement jusqu'au lieu de traitement, dans des conteneurs.

Lorsque des déchets issus de différentes sources de production sont regroupés, leur transport jusqu'au lieu de traitement, s'effectue dans des conteneurs.

Ces conteneurs doivent être rigides, résistants aux chocs ordinaires, clos hermétiquement, étanches, à parois et surfaces intérieures lisses, et constitués en matériaux impu-  
rescibles et lavables.

Un système simple de marquage devra permettre d'identifier clairement et à tout moment, la nature des conteneurs.

Tout déchet arrivant sur le site de traitement doit être accompagné d'un bordereau de suivi établi et utilisé suivant les règles établies par arrêté pris en conseil des ministres.

#### Art. 8.— *Traitement*

Les déchets sont introduits dans le dispositif de chargement de l'unité de traitement, conditionnés dans leur récipient, dans les délais définis à l'article 6.

Les déchets de l'île de Tahiti doivent être traités par incinération dans une unité répondant aux caractéristiques techniques définies par arrêté pris en conseil des ministres.

Dans les autres îles, d'autres modes de traitement peuvent être autorisés par arrêté pris en conseil des ministres, compte tenu des contraintes particulières liées à la densité démographique, à la dispersion et à l'éloignement de ces îles. Cet arrêté définit, par zone géographique, les prescriptions techniques particulières applicables à ces modes de traitement, permettant de satisfaire aux exigences de protection de la santé et de l'environnement.

#### Art. 9.— *Hygiène des installations*

Le producteur ou le détenteur de déchets assure ou fait assurer régulièrement le nettoyage et la désinfection des locaux de stockage des déchets, des véhicules de transport et du dispositif de chargement de l'unité de traitement.

Les conteneurs vidés doivent faire l'objet d'un lavage et d'une désinfection après chaque utilisation. Ils sont stockés dans un local spécifique prévu à cet effet.

Les eaux de lavage sont évacuées dans un système d'assainissement.

#### Art. 10.— *Sous-traitance*

Lorsque le producteur ou le détenteur de déchets n'assure pas lui-même l'élimination de ses déchets, il conclut un contrat avec l'organisme chargé d'en assurer l'élimination pour son compte.

Ce contrat qui prend la forme d'une convention ou d'un marché précise les obligations du producteur ou détenteur des déchets et de l'organisme choisi, au regard notamment des dispositions de la présente délibération.

#### Art. 11.— *Délai d'application*

Dans chaque zone géographique définie à l'article 8, les producteurs ou détenteurs de déchets disposent d'un délai de deux ans à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté définissant les filières d'élimination, pour se conformer aux dispositions de la présente délibération.

#### Art. 12.— *Sanctions*

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et lorsque les déchets sont abandonnés ou traités contrairement aux dispositions de la présente délibération, le Président du gouvernement peut, après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder d'office à l'élimination desdits déchets aux frais du responsable.

Le Président du gouvernement peut également obliger le responsable à consigner entre les mains du comptable public une somme répondant du montant des frais devant être engagés pour l'élimination des déchets. Cette somme sera restituée au prorata des frais engagés pour respecter l'obligation d'élimination.

Sera punie d'une amende de 4.000.000 F CFP et, sous réserve d'homologation par la loi, d'un emprisonnement de deux ans ou de l'une ou l'autre de ces deux peines seulement, toute personne qui aura :

- 1° Abandonné des déchets dans des conditions contraires aux dispositions de la présente délibération ;
- 2° Collecté, conditionné et stocké des déchets dans des conditions contraires aux articles 4, 5 et 6 de la présente délibération ;
- 3° Transporté des déchets sans satisfaire aux exigences de l'article 7 ;
- 4° Remis ou fait remettre des déchets à une personne autre que l'exploitant d'une unité de traitement conforme aux dispositions de l'article 8 et aux arrêtés pris pour son application ;
- 5° Éliminé les déchets dans des conditions contraires aux prescriptions de l'article 8 ;
- 6° Mis obstacle à l'accomplissement des fonctions des agents prévus ci-dessous.

En cas de condamnation prononcée pour des infractions visées aux 1°, 4° et 5°, le tribunal pourra en outre ordonner, sous astreinte, la remise en état des lieux endommagés par

les déchets qui n'auront pas été traités dans des conditions conformes à la présente délibération.

Les agents assermentés et les agents de la force publique, sont habilités à constater les infractions à la présente délibération.

Art. 13.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-82 APF du 5 juillet 2001 portant modification des délibérations n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 et n° 95-205 AT du 23 novembre 1995.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 modifiée portant modification des règles de fonctionnement du régime de retraite des membres de l'assemblée territoriale et du gouvernement et substituant au régime actuel de répartition un régime de capitalisation ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la proposition de délibération enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 4402 du 22 juin 2001 ;

Vu la lettre n° 701-2001 APF/SG du 27 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4430 du 25 juin 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 74-2001 du 5 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 5 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les articles 10 et 11 de la délibération n° 90-95 AT du 13 septembre 1990 susvisée sont modifiés comme suit :

*Au lieu de :* "commission de la comptabilité et du budget" ;  
*Lire :* "commission des finances".

Art. 2.— Les articles 42 et 120 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 susvisée sont modifiés comme suit :

*Au lieu de :* "commission du règlement, de la comptabilité et du budget" ;

*Lire :* "commission des finances".

Art. 3.— Le Président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-83 APF du 9 juillet 2001 portant reconnaissance du caractère de service public des liaisons aériennes internationales à partir de la Polynésie française.**

NOR : SGG0101066DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-128 APF du 22 juillet 1999 réglementant l'autorisation donnée aux entreprises de transport aérien établies en Polynésie française d'exercer une activité de transport aérien public ;

Vu l'arrêté n° 839 CM du 2 juillet 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 720-2001 APF/SG du 28 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4609 du 3 juillet 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 75-2001 du 9 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Considérant la situation géographique de la Polynésie française ;

Considérant le caractère vital pour le développement économique et social de la Polynésie française des liaisons aériennes internationales ;

Considérant que la nécessité d'assurer sur ces liaisons une prestation de service adéquate ne saurait dépendre du seul intérêt commercial des entreprises de transport aérien ;

Dans sa séance du 9 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Il est constaté que les liaisons aériennes internationales à partir de la Polynésie française constituent un service public.

Art. 2.— Le service public doit garantir une desserte aérienne régulière dans des conditions de nature à répondre aux besoins de continuité, de prix et de capacité propres à la Polynésie française.

Art. 3.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Tarita SINJOUX.

*La présidente,*  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-84 APF du 9 juillet 2001 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva".**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-83 APF du 9 juillet 2001 portant reconnaissance du caractère de service public des liaisons aériennes internationales à partir de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 839 CM du 2 juillet 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 720-2001 APF/SG du 28 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4609 du 3 juillet 2001 de la commission du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 75-2001 du 9 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 9 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Il est créé un établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva".

Art. 2.— Cet établissement a pour mission de soutenir la desserte aérienne à partir de la Polynésie française suivant des conditions de pérennité, de régularité et d'adaptation aux objectifs de développement.

A ce titre, il est chargé :

- du respect de la mission du service public de transport aérien international exercée par le délégataire de celui-ci ;
- de collecter toute taxe affectée au soutien de l'industrie de transport aérien public ;
- de contrôler le bon usage des subventions qu'il verse, au titre du service public, au délégataire de celui-ci, selon les termes des conventions passées avec ce dernier.

Cet établissement est également chargé de contribuer au financement des superstructures, infrastructures et équipements publics nécessaires à la desserte aérienne en Polynésie française.

Art. 3.— Les ressources de l'établissement sont constituées par :

- des dotations du budget de la Polynésie française, de l'Etat et des communes ;
- des fonds de concours d'organismes privés ou publics ;
- du produit de tout emprunt régulièrement autorisé ;
- du produit des taxes affectées à son budget ;
- des subventions de toute nature ;
- des dons et legs.

Art. 4.— Un arrêté pris en conseil des ministres définit les règles d'organisation et de fonctionnement de l'établissement.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Tarita SINJOUX.

*La présidente,*  
Lucette TAERO.

**DELIBERATION n° 2001-85 APF du 9 juillet 2001 instituant une taxe de soutien à l'industrie du transport aérien public.**

NOR : SCD0101012DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2001-83 APF du 9 juillet 2001 portant création d'un établissement public à caractère administratif dénommé "Tahiti Nui Manureva" ;

Vu l'arrêté n° 840 CM du 2 juillet 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 720-2001 APF/SG du 28 juin 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 4610 du 3 juillet 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 76-2001 du 9 juillet 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 9 juillet 2001,

Adopte :

Article 1er.— Il est institué une taxe de soutien à l'industrie du transport aérien public perçue au profit de l'établissement public Tahiti Nui Manureva et destinée notamment à la compensation des charges découlant des obligations de service public définies dans la délibération n° 2001-83 APF du 9 juillet 2001.

La taxe est assise sur le nombre de passagers embarquant ou débarquant sur l'aérodrome de Tahiti-Faa'a, quelles que

soient les conditions tarifaires accordées par le transporteur et sous réserve des exonérations définies à l'article 3 ci-après. Elle est due par les compagnies de transport aérien public.

Art. 2.— Le tarif de la taxe est fixé à :

- mille francs pacifiques (1.000 F CFP) pour les passagers débarquant ou embarquant sur un vol international ;
- cent francs pacifiques (100 F CFP) pour les passagers débarquant ou embarquant sur un vol intérieur desservant un aéroport situé dans la circonscription des îles du Vent ;
- deux cent cinquante francs pacifiques (250 F CFP) pour les passagers débarquant ou embarquant sur un autre vol intérieur.

Art. 3.— Ne sont pas comptés dans l'assiette de la taxe :

- les personnels dont la présence à bord est directement liée au vol considéré, notamment les membres de l'équipage assurant le vol et les agents de sûreté ou de police ;
- les passagers évacués sanitaires ou rapatriés à la suite d'une évacuation sanitaire ;
- les enfants âgés de moins de douze ans ;
- les passagers en transit direct ;
- les passagers reprenant leur vol après un atterrissage forcé.

Art. 4.— La taxe est liquidée chaque mois par le représentant légal de la compagnie. Elle est spontanément versée à la caisse du comptable de l'établissement public dénommé "Tahiti Nui Manureva" accompagnée d'un bordereau de liquidation, dont le modèle est approuvé par arrêté pris en conseil des ministres, au plus tard le premier jour du deuxième mois suivant celui qui a servi à la détermination de l'assiette.

Tout retard de paiement entraînera un intérêt de retard fixé à zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) par mois.

Art. 5.— A défaut de déclaration dans les délais, il est procédé à la taxation d'office sur la base des capacités offertes par les aéronefs utilisés pour l'ensemble des vols du mois considéré.

La compagnie de transport peut toutefois, dans les trente jours de la notification du titre exécutoire, déposer une déclaration qui se substitue à ce titre, sous réserve d'un contrôle ultérieur par les services de l'établissement public.

Art. 6.— La taxe est due pour compter du premier jour du mois suivant la publication de la présente délibération.

Art. 7.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Tarita SINJOUX.

La présidente,  
Lucette TAERO.

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ADDITIF à la liste des opérations terminées annexée à l'arrêté n° 636 CM du 15 mai 2001 paru au J.O.P.F. n° 23 du 7 juin 2001, pages 1420 à 1426, portant annulation des reliquats d'autorisations de programme subsistant sur les opérations d'investissement terminées :**

### Ministère du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville, porte-parole du gouvernement

Chap.	N° Op.	Intitulé opération	Reliquat AP
900	312.1986	Réserves foncières - service des domaines	116.028.765
		Total chapitre 900	116.028.765
		Total MLD	116.028.765

### Ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes et des sports

Chap.	N° Op.	Intitulé opération	Reliquat AP
900	40.1994	Logiciels - MJS et services	1.717.200
	42.1994	Antennes décentralisées au niveau archipels - quart	1.406.835
		Total chapitre 900	3.124.035
903	60.1998	Salle omnisport de Rapa	227.204
		Total chapitre 903	227.204
		Total MJS	3.351.239

### Ministère de la santé et de la recherche

Chap.	N° Op.	Intitulé opération	Reliquat AP
900	9.1987	Matériel section répression des fraudes - aff éco	8.684.730
	45.1989	Matériel et mobilier	199
	48.1990	Matériel et mobilier - délégation à la recherche	2.167.500
	160.1994	Matériel d'exploitation des formations de santé	4.132.871
		Total chapitre 900	14.985.300
904	297.1988	Equipements CME - Pirae	5.945.445
	189.1991	Centre d'accueil personnes âgées Taravao (CD 16.01)	10.312
	87.1993	Matériel d'exploitation des formations de santé	1.002
	112.1995	Incinérateurs pour déchets hospitaliers	33.337.963
	80.1997	CAPA mise aux normes anti-cyclone	45.501
		Total chapitre 904	39.340.223
911	72.1996	Subvention ITRLM	638.235
		Total chapitre 911	638.235
		Total MSR	54.963.758

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 1705 PR du 16 juillet 2001 portant délégation de signature au secrétariat général du gouvernement.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-1002 du 29 septembre 1984 portant création du secrétariat général du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 16 CM du 21 septembre 1984 modifié portant organisation du secrétariat général du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 795 CM du 14 juin 2001 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres en matière de contentieux ;

Vu l'arrêté n° 1814 CM du 22 décembre 1999 portant nomination du secrétaire général du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 655 PR du 19 mai 2001 portant délégation de signature et pouvoir de représentation ;

Vu l'arrêté n° 867 CM du 4 juillet 2001 portant nomination au secrétariat général du gouvernement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Peres, secrétaire général du gouvernement par intérim, à l'effet de signer au nom du Président du gouvernement, les actes énumérés par l'arrêté n° 655 PR susvisé, en l'absence de M. Etienne Howan, du 20 juillet au 12 août 2001 inclus.

Art. 2.— Le secrétaire général du gouvernement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 juillet 2001.  
Gaston FLOSSE.

**MINISTRE DU LOGEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DE L'URBANISME,  
ET DE L'HUMANISATION DE LA VILLE**

**ARRETE n° 2744 MLA.AU du 11 juillet 2001 autorisant la cinquième extension du lotissement Résidence Jay sur la terre Maara ou Maraa sise à Mahina portant sur le lot n° 19.**

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville,

Arrête :

Article 1er.— La cinquième extension du lotissement Résidence Jay sur la terre Maara ou Maraa sise à Mahina portant sur le lot n° 19 est autorisée.

Art. 2.— Le dossier est composé des pièces suivantes et enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") le 2 avril 2001, sous le n° L/2001-4 :

- plan de situation ;
- plan parcellaire ;
- procès-verbal d'essai n° 20-1095 du 17 octobre 2000 ;
- additif au cahier des charges.

Art. 3.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Mahina et du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Art. 4.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 11 juillet 2001.

Pour le ministre du logement,  
de l'aménagement du territoire  
et de l'urbanisme,  
et de l'humanisation de la ville :

Pour le chef du service de l'urbanisme absent :  
*Le chef de la section urbanisme opérationnel  
et construction,*  
Antoine NESA.

**ARRETE n° 2816 MLA du 12 juillet 2001 autorisant l'Office polynésien de l'habitat à réaliser les travaux du lotissement "Fanatea" sur une partie de la terre Fanatea cadastrée n° 76, n° 77 et n° 211, section A, sise à Faa'a.**

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 PR du 19 mai 2001 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 641 PR du 19 mai 2001 modifié relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, et de l'humanisation de la ville, porte-parole du gouvernement ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 16 août 1999 portant nomination de M. Eddie Jouen en qualité de chef de service de l'urbanisme ;

Vu les arrêtés n° 2022 MLA et n° 2023 MLA du 28 mai 2001 modifiés portant délégation de signature au chef du service de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu la demande d'autorisation présentée le 1er décembre 2000 par l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu l'agrément de l'Office des postes et télécommunications en date du 28 septembre 2000 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Faa'a concernant le raccordement du lotissement sur le réseau communal de distribution d'eau potable en date du 17 novembre 2000 ;

Vu l'avis favorable du ministre de l'équipement concernant le raccordement du lotissement sur le futur réseau public de collecte des eaux usées de Punaauia en date du 12 décembre 2000 ;

Vu les avis de la direction de l'équipement en date des 18 décembre 2000 et 18 janvier 2001 ;

Vu le rapport du préventionniste en date du 11 décembre 2000 ;

Vu l'avis favorable de la déléguée à l'environnement en date du 13 décembre 2000 ;

Vu les avis du chef du service d'hygiène et de salubrité publique en date des 22 décembre 2000 et 27 février 2001 ;

Vu l'autorisation d'abattage d'arbres n° 110 FOGER/DR en date du 19 mars 2001 ;

Vu les résultats de la consultation effectuée en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme en date du 31 mai 2001,

#### Arrête :

Article 1er.— L'Office polynésien de l'habitat est autorisé à réaliser les travaux du lotissement "Fanatea" sur une partie de la terre Fanatea cadastrée n° 76, n° 77 et n° 211, section A, sise à Faa'a.

Ce lotissement comprend 19 lots consentis pour l'habitation.

Art. 2.— Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants enregistrés au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) les 1er décembre 2000 et 16 février 2001, sous le n° L/2000-14 :

- extrait de plan cadastral ;
- attestation du ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville, porte-parole du gouvernement ;
- plan de situation ;
- mémoire ;
- plan topographique et états des lieux ;
- plan parcellaire ;
- plan des terrassements et des travaux préparatoires ;
- plan des réseaux A.E.P., O.P.T. et E.D.T. ;
- plan des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées ;
- plan de voirie et d'aménagement extérieur ;
- plan des ouvrages types ;
- plan d'alignement routier ;
- évaluation de la perméabilité du sol ;
- bail et promesse de vente par l'O.P.H.

Art. 3.— Les travaux d'aménagement et de viabilisation seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en tenant compte des dispositions suivantes :

#### 1° Voirie

- dans le sens Punaauia-Papeete, une voie de décélération "tourne à droite" devra être créée en continuité de l'arrêt de truck existant ;
- en sortie du lotissement, il sera mis en place un panneau "stop" associé à une signalisation horizontale correspondante ;
- aucun élément du projet ne devra empiéter sur le domaine public routier. La voie principale devra se raccorder entièrement en dehors de l'emprise routière ;
- l'îlot situé à l'intersection de la voie principale et de la voie secondaire devra être réaménagé de manière à assurer de meilleures conditions de desserte et de sécurité.

#### 2° Eaux pluviales

- un décanteur/déboureur devra judicieusement être mis en place pendant toute la durée des travaux pour limiter les risques d'obstructions du réseau aval.

#### 3° Sécurité incendie

- implanter le poteau incendie à l'entrée du lotissement ;
- le poteau incendie doit être de type normalisé et présenter les caractéristiques suivantes :
  - 1 sortie de diamètre 100 millimètres avec 2 sorties symétriques de diamètre 65 millimètres ;
  - débit de 17 litres par seconde ;
  - pression dynamique de 1 bar.

#### 4° Eau potable

- un compteur général doit être mis en place au niveau du raccordement au réseau communal.

#### 5° Réseaux électrique et téléphonique

- les réseaux électrique et téléphonique seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique ;
- avant le début des travaux d'adduction téléphonique, un projet détaillé d'infrastructure téléphonique établi par une entreprise admise par l'O.P.T. devra être présenté au C.C.L./Ensim (Centre de construction des lignes - Ensemble immobilier à Tipaerui, téléphone : 41.43.62, fax : 45.06.38).

#### 6° Réseau d'eaux usées

- le lotisseur prendra à sa charge les travaux de raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement collectif public de Punaauia tels qu'ils sont définis dans le courrier n° 3016 MEQ/DEQ du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires en date du 12 décembre 2000.

Art. 4.— A l'appui de toute demande de certificat de conformité du lotissement, les pièces suivantes complétant le dossier du lotissement devront être déposées :

- 4 exemplaires du plan de bornage et de récolement des travaux réalisés ;
- 4 exemplaires du cahier des charges ;
- une attestation de réception du réseau téléphonique délivrée par l'O.P.T. ;
- une attestation de réception des travaux de voirie au niveau du raccordement à la route de ceinture délivrée par la direction de l'équipement ;
- une attestation de raccordement du réseau d'eaux usées au réseau d'assainissement collectif public délivrée par la direction de l'équipement ;
- une attestation de contrôle du réseau incendie délivrée par le service incendie de la commune de Faa'a.

Art. 5.— Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de dix-huit (18) mois ou achevés dans un délai de trente-six (36) mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 6.— Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Faa'a ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 7.— Le chef du service de l'urbanisme est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 juillet 2001.  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT  
ET DES PORTS**

Par arrêté n° 2686 MEP du 9 juillet 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée aux comptes bancaires des héritiers de MM. Rogo Tu Ragivaru, Mahaga Pou Ragivaru et Mme Maui Matahina Ragivaru, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m <sup>2</sup>	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A1 n° 4	63.456	1) <i>Ayants droit de Puahi a Mataoa</i> : 1- Héritiers de Heiariki Terika Mataoa dont : a- Héritiers de Mairito Pou Taohirai Ragivaru dont : - Héritier de Rogo Tu Ragivaru : - Mlle Caroline Ragivaru - Héritier de Maui Matahina Ragivaru : - M. Tamara Turoa - Héritiers de Mahaga Pou Ragivaru : - Mme Tailua Ragivaru épouse Opeta - Mme Tegahe Ragivaru épouse Faatahe - M. Maehaga Ragivaru	269-22 du 15/10/98	362.228           72.445 72.446 72.446

Par arrêté n° 2687 MEP du 9 juillet 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée aux comptes bancaires de certains héritiers de M. Paia Taurere Mataoa, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m <sup>2</sup>	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A1 n° 4	63.456	1) <i>Ayants droit de Puahi a Mataoa</i> : 1- Héritiers de Metuaaro Mataoa dont : a- Héritiers de Tapuhokara Mataoa dont : - Héritiers de Paia Taurere Mataoa : - Mme Elliza Tetauhiti Mataoa épouse Aiamu - Mme Rosa Mataoa épouse Reynaud - M. Fernando Manuel Mataoa - M. Jeannot Terii Mataoa	269-22 du 15/10/98	26.831       26.832 26.832 26.832

Par arrêté n° 2688 MEP du 9 juillet 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée aux comptes bancaires des héritiers de M. Tefau Nicolas Ragivaru, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m <sup>2</sup>	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A1 n° 4	63.456	1) <i>Ayants droit de Puahi a Mataoa</i> : 1- Héritiers de Heiariki Terika Mataoa dont : a- Héritiers de Tematahotu Ragivaru, dont : - Héritiers de Tefau Nicolas Ragivaru : - Mairito Manihi Ragivaru - Mme Camélia Manate mandataire de sa mère, Mme Teumere Potiniani Ragivaru épouse Zerkie - Tearii Matafani Ragivaru - Hiti Nicolas Ragivaru	269-22 du 15/10/98	181.114       181.114 181.114 181.114

Par arrêté n° 2689 MEP du 9 juillet 2001.— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée aux comptes bancaires des héritiers de Mme Tiare Me Mataoa, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m <sup>2</sup>	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A1 n° 4	63.456	1) <i>Ayants droit de Puahi a Mataoa</i> : 1- Héritiers de Metuaaro Mataoa dont : a- Héritiers de Tapuhokara Mataoa, dont : - Héritiers de Tiare Me Mataoa : - Mme Emma Goumac veuve Biret - Mme Tiare Miria Meari Mataoa épouse Fougerousse	269-22 du 15/10/98	80.495      80.495

**Par arrêté n° 2690 MEP du 9 juillet 2001.**— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Matuanui Mataoa, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A1 n° 4	63.456	1) Ayants droit de Puahi a Mataoa : 1- Héritiers de Metuaaro Mataoa dont : a- Héritiers de Tapuhokara Mataoa, dont : - Héritier de Kahutia Mataoa : - M. Matuanui Mataoa	269-22 du 15/10/98	160.990

**Par arrêté n° 2691 MEP du 9 juillet 2001.**— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Huarii Teuruhei a Fareea veuve Cabral, suivant le tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité totale	Indemnité à déconsigner en F CFP
Pirake et Keke section A1 n° 4	- Huarii Fareea, née à Takaroa le 7 décembre 1911	17.386.944	48.298

**Par arrêté n° 2692 MEP du 9 juillet 2001.**— Une partie de l'indemnité relative aux terres Pirake et Keke 1 cadastrées sous la référence A1 n° 4 (plan 4) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Ahe, est déconsignée et versée aux comptes bancaires des héritiers de M. Tefau Nicolas Ragivaru, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
4	A1 n° 4	63.456	1) Ayants droit de Puahi a Mataoa : 1- Héritiers de Heiariki Terika Mataoa dont : a- Héritiers de Umaraha Tehuihui Ragivaru, dont : - Héritiers de Tefau Nicolas Ragivaru : .. Mairito Manihi Ragivaru - Mme Camélia Manate mandataire de sa mère, Mme Teumere Potiniari Ragivaru épouse Zerkie - Tearii Matatini Ragivaru - Hiti Nicolas Ragivaru	269-22 du 15/10/98	120.742  120.743 120.743 120.743

**Par arrêté n° 2693 MEP du 9 juillet 2001.**— Les indemnités relatives à une parcelle de la terre Pirora lot 1 (plan 3) nécessaire aux travaux de reconstruction du pont Bougainville et de ses rampes d'accès dans la commune de Hitiaa O Te Ra, sont déconsignées et versées au compte

bancaire de M. Charles Greseque, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Terre	Surface en m2	Nom des bénéficiaires	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
3	Pirora lot 1	115 <u>172</u> 287	M. Charles Greseque époux de Mme Ottilia Tetuira	182-61 du 20/06/00	694.540

**Par arrêté n° 2694 MEP du 9 juillet 2001.**— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de terre Fareahi cadastrées sous les références N44, N45 et N369 (plan 114) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu), est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Tauakeha Martin Tsong légataire universel de Teio Ioane Taufa alias Mapu, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
114	N44 N369 N45	1.261 163 <u>162</u> t: 1.586	1) Succession de Teina a Maihea : 1- Héritiers Tekuraoteatua a Maihea, dont : a- Héritiers Tekeva a Tereani, dont : - Héritier de Taia Taufa à savoir : - Légataire de Teio Ioane Taufa alias Mapu, à savoir : - M. Tauakeha Martin Tsong	106-24 du 17/03/97	352.444

**Par arrêté n° 2695 MEP du 9 juillet 2001.**— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de terre Fareahi cadastrées sous les références N44, N45 et N369 (plan 114) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu), est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Raureni Taufa, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
114	N44 N369 N45	1.261 163 <u>162</u> t: 1.586	1) Succession de Teina a Maihea : 1- Héritiers Tekuraoteatua a Maihea, dont : a- Héritiers Tekeva a Tereani, dont : - Héritiers de Tiakura Teura Taufa dont : - M. Raureni Taufa	106-24 du 17/03/97	4.110

**Par arrêté n° 2713 MEP du 9 juillet 2001.**— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de terre Fareahi cadastrées sous les références N44, N45 et N369 (plan 114) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu), est déconsignée et versée au compte bancaire de M. René Alexandre légataire universel de Tapapatauvahine Tairanu, suivant le tableau ci-après :



N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Indemnité à déconsigner en F CFP
114	N44 N369 N45	1.261 163 162 t: 1.586	1) <i>Succession de Teina a Maihea</i> : 1- Héritiers Tekuracteatua a Maihea, dont : a- Héritiers Tava a Tereani : - Héritier de Parae Rotina Tereani : - Héritier de Tapapatauvahine Tairanu : - M. René Alexandre	106-24 du 17/03/97	1.057.333

**Par arrêté n° 2714 MEP du 9 juillet 2001.**— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de M. René Alexandre légataire universel de Tapapatauvahine Tairanu, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tangaroamatahara nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Tangaroamatahara	- Héritier Tava a Tereani : - Héritier de Parae Rotina Tereani : - Héritier de Tapapatauvahine Tairanu : - M. René Alexandre	616.066

**Par arrêté n° 2715 MEP du 9 juillet 2001.**— Est déconsignée et versée sur les comptes bancaires de certains héritiers de Tekava a Tereani, Taufa a Taufa et Tahuka a Taufa, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tangaroamatahara nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Tangaroamatahara	Héritiers de Tekava a Tereani, Taufa a Taufa et Tahuka a Taufa, dont : - Héritiers de Ine Temere Taufa dont : - Héritiers de Tiakura Teuira Taufa dont : - M. Raureni Taufa - Héritier de Taia Taufa : - M. Tauakeha Martin Tsong	22.002     1.232.133

**Par arrêté n° 2733 MEP du 11 juillet 2001.**— Sont déconsignées et versées aux comptes bancaires des bénéficiaires énumérés au tableau ci-après, les indemnités d'expropriation relatives aux terres Karakeakea (n° 13), Tepagiegie dite Teputanui (n° 14), Teveriga (n° 16), Marefai (n° 21), Marefai-Garahu-Tepoumarama-Tepagagie-Tohuamarama-Tiraha (n° 23), Ohoa (n° 34), Titohua (n° 36), Tiraha-Tepagagie (n° 37) et Maraefai (n° 39, n° 40 et n° 41) (en F CFP) :

N° plan	Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnités consignées	Indemnité à déconsigner
13	Karakeakea	M. Jules Helme	17.166.440	8.584.220
14	Tepagiegie dite Teputanui	Mme Louise Estall épouse Helme		8.584.220
16	Teveriga			
21	Marefai			
23	Marefai-Garahu-Tepoumarama-Tepagagie-Tohuamarama-Tiraha			
34	Ohoa			
36	Titohua			
37	Tiraha-Tepagagie			
39	Maraefai			
40	Maraefai			
41	Maraefai			

**Par arrêté n° 2734 MEP du 11 juillet 2001.**— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Oparako 1 (plan 19) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Hikueru (Tuamotu-Gambier) est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Farangi Maihua épouse de M. Firmin Tamai, conformément aux indications énoncées au tableau ci-dessous (en F CFP) :

N° plan	Nom de la terre	Emprises en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnités consignées	Indemnité à déconsigner
19	Oparako 1	8.349	Ayant droit de Maihua a Fareata : Mme Farangi Maihua épouse Tamai	1.642.780	92.139

**Par arrêté n° 2735 MEP du 11 juillet 2001.**— Les indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à certaines parcelles de terre nécessaires à la construction de l'aérodrome de Hikueru (Tuamotu-Gambier) sont déconsignées et versées au compte CARPAP ouvert à la banque de Tahiti au nom de Me Théodore Cérans-Jérusalemy, avocat au barreau de Papeete, conformément aux indications énoncées au tableau ci-dessous (en F CFP) :

N° plan	Nom des terres	Emprises en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnités consignées	Indemnité à déconsigner
3	Fakamaruaia	26.104	Ayants droit de Tamaku a Fareata	5.770.880	5.770.880
19	Oparako 1	8.349	Ayants droit de Tamaku a Fareata Ayants droit de Marohani a Makitua	1.842.780	368.556 368.556
24	Tetopiti 3	275	Ayants droit de Tamaku a Fareata	60.500	60.500
25	Tetopiti 4	2.257	Ayants droit de Heinuku a Fareata	504.540	504.540
				TOTAL	7.073.032

**Par arrêté n° 2736 MEP du 11 juillet 2001.**— Sont déconsignées et versées sur le compte bancaire de Mme Tiaretarona Daragon épouse Guilloux, légataire universel de Tuhoe Tefau, les indemnités d'expropriation relative aux terres Titohua (plan 26) et Tiraha (plan 29), conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

Plan	Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner
26	Titohua	Mme Tiaretarona Daragon épouse Guilloux	380.520
29	Tiraha	Ayant droit de Tuhoe Tefau : Mme Tiaretarona Daragon épouse Guilloux	127.260

**Par arrêté n° 2812 MEP du 12 juillet 2001.**— Les indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références AD 141 (plan 41) et AD 142 (plan 42) nécessaires au projet d'extension de la zone portuaire et de réaménagement du centre-ville de Uturoa dans l'île de Raiatea sont déconsignées et versées au compte bancaire de Me André Hamelin, mandataire des héritiers de M. Tumatataura a Mao époux de Garnier Césarie, suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cad.	Indemnité consignée en F CFP	Indemnité à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
41 42	AD141 AD142	9.105.800	9.105.800	1 - Me André Hamelin, mandataire des héritiers de M. Tumatataura a Mao époux de Garnier Césarie

**Par arrêté n° 2813 MEP du 12 juillet 2001.**— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références N255 et N387 (plan n° 127) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia, est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Eugène Deligny, mandataire de M. Damien Deligny, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-dessous :

N° de plan	Réf. Cad.	Bénéficiaires	Indemnité consignée en F CFP	Indemnité à déconsigner en F CFP
127	N255 N387	- M. Eugène Deligny, mandataire de M. Damien Deligny	3.366.000	197.227

**Par arrêté n° 2814 MEP du 12 juillet 2001.**— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références N255 et N387 (plan n° 127) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia, est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Robert Doom, héritier de Mme Tehui Deligny épouse Doom, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Cad.	Surf. en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité consignée en F CFP	Indemnité à déconsigner en F CFP
127	N255 N387	765	1) Succession de M. Emile Eugène Deligny : 1) Succession de Mme Tehui Deligny épouse Doom : - M. Robert Doom	3.366.000	6.163

**Par arrêté n° 2815 MEP du 12 juillet 2001.**— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de Mme Tematahotu Rauana Toriki veuve de M. Toma Taaroa Manua et mandataire de certains de ses enfants, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tangaroamatahara, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnité à déconsigner en F CFP
Tangaroamatahara	Héritier Tava a Tereani : - Héritier de Parae Rotina Tereani : - Héritier de Tapapatauvahine Tairanu : - Héritiers de M. Toma Taaroa Manua : - Mme Tematahotu Rauana Toriki veuve de M. Toma Taaroa Manua et mandataire de certains de ses enfants	442.796

### MINISTRE DU TOURISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION FEMININE

**ARRETE n° 2817 MTE du 12 juillet 2001 autorisant l'association Te Hauroa à exploiter des installations de réfrigération destinées au stockage de produits de la mer dans la marina de Faratea, zone portuaire de Faratea/Taravao, commune de Taiarapu-Est (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).**

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— L'association Te Hauroa est autorisée à exploiter des installations de réfrigération destinées au stockage de produits de la mer dans la marina de Faratea, zone portuaire de Faratea/Taravao, commune de Taiarapu-Est.

#### Equipements et caractéristiques

L'établissement qui relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 189, comprend les équipements suivants :

- 1 machine à glace écaïlle Scotsman type MAR 20 AS d'une puissance de 7 kilowatts ;
- 1 chambre froide d'une puissance de 8 kilowatts.

Les appareils de réfrigération doivent être conformes à la norme NFE 35400 et utiliser des fluides frigorigènes inflammables et atoxiques.

Art. 3.— L'installation est implantée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation et exploitée selon les prescriptions du présent arrêté. Toute modification doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

#### Règles d'hygiène

Art. 4.— Les bâtiments sont conçus en vue de permettre à tout moment et d'une manière efficace les opérations d'inspection vétérinaire et d'appliquer les règles d'hygiène.

Art. 5.— Le sol, les murs, le plafond, les tables de travail, les ustensiles, les récipients, et en général tous les objets utilisés ainsi que toutes les parties de l'établissement, sont toujours entretenus en bon état de propreté.

Art. 6.— Il n'est reçu dans l'établissement que des produits en parfait état de conservation.

Art. 7.— Toutes les dispositions efficaces sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.

#### *Installations électriques*

Art. 8.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 9.— Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées par un technicien ou installateur compétent. Les rapports de contrôle sont envoyés à l'inspection des installations classées.

Art. 10.— Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Les éventuels boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés par des étiquettes.

#### *Appareils de réfrigération*

Art. 11.— Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au-dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Art. 12.— La ventilation est assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 13.— Les portes de la chambre froide sont équipées d'un système permettant l'ouverture facile depuis l'intérieur. Les dispositifs d'ouverture sont situés hors de portée des enfants.

Art. 14.— Toute chambre froide d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes est munie d'un dispositif sonore, simple et robuste permettant à toute personne qui se trouverait accidentellement à l'intérieur de cette chambre de donner l'alarme à l'extérieur.

Art. 15.— Toute installation de chambre froide ou climatisée d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes comporte à l'extérieur et au voisinage de chaque porte un voyant lumineux s'éclairant lorsque la chambre est elle-même éclairée pour permettre au personnel d'y travailler.

#### *Protection contre l'incendie*

Art. 16.— Le bâtiment est défendu par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant doit faire connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 17.— Il est installé à proximité des moteurs de la chambre froide, un extincteur à poudre polyvalente, homologué de 9 kilogrammes, portant le label NF-MIH.

Art. 18.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Art. 19.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 20.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 21.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 22.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 23.— Les eaux résiduaires et les eaux de lavage ne sont, sous aucun prétexte, déversées sur la voie publique ; elles sont évacuées et traitées par un dispositif approprié. Les débris retirés éventuellement des eaux résiduaires sont recueillis dans des récipients répondant aux prescriptions de l'article 30.

Art. 24.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 25.— Les déchets organiques sont recueillis dans des récipients étanches, avec angles intérieurs arrondis et munis de couvercles à fermeture jointive et hermétique. Ils sont enlevés au moins une fois par jour. Les récipients sont nettoyés et désinfectés de manière à éviter tout dégagement de mauvaises odeurs dans l'établissement.

Art. 26.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer. La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Art. 27.— Il est interdit de traiter dans l'établissement des déchets en vue soit d'en extraire des corps gras, soit de les transformer en engrais.

### *Bruit*

Art. 28.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 29.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 30.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

*Zone* : Zone urbaine ou suburbaine avec quelques ateliers ou centre affaires.

*Jour* : 60.

*Période intermédiaire* : 55.

*Nuit* : 50.

- émergence : 3 dB (A).

*Période de jour* :

- jours ouvrables de 7 heures à 20 heures ;

*Périodes intermédiaires* :

- jours ouvrables de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;

- dimanches et jours fériés de 6 heures à 22 heures ;

*Période de nuit* :

- tous les jours de 22 heures à 6 heures.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### *Prescriptions administratives*

Art. 31.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification, sauf cas de force majeure.

Art. 32.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 33.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisée.

Art. 34.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 12 juillet 2001.

Nicole BOUTEAU.

**ARRETE n° 2818 MTE du 12 juillet 2001 autorisant le renouvellement de l'arrêté n° 7799 MEN du 18 décembre 2000 pour le Sporting Clay Club de Tahiti afin d'exploiter à titre provisoire, un complexe de tir sportif, commune de Taiarapu-Est (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).**

Le ministre du tourisme, de l'environnement et de la condition féminine,

.....  
Arrête :

Article 1er.— Le Sporting Clay Club de Tahiti est autorisé à exploiter, à titre provisoire, un complexe de tir sportif, commune de Taiarapu-Est. Cette autorisation est valable du 18 juin 2001 au 18 décembre 2001. Cette autorisation ne pourra être renouvelée.

Art. 2.— L'installation est située sur les terres Pohue (de bornage n° 239) et Maomaovahine (de bornage n° 206) sises au P.K. 9,6 dans la vallée Arupa à Vairao, commune de Taiarapu-Est.

Art. 3.— L'exploitant, sous peine de retrait de la présente autorisation, s'engage à respecter les prescriptions fixées par l'arrêté n° 7799 MEN du 18 décembre 2000.

Art. 4.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 7.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 12 juillet 2001.

Nicole BOUTEAU.

**Par arrêté n° 2680 MTE du 9 juillet 2001.**— Une licence de navigation charter "professionnelle" est délivrée à M. Jean-Pierre Quemener pour le navire "Tane". Cette autorisation, valable pour une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-12 AT du 19 janvier 1995 portant organisation de la navigation charter en Polynésie française.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU DIALOGUE SOCIAL,  
DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DE LA RENOVATION DE L'ADMINISTRATION  
ET DE LA DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE**

**Par arrêté n° 2737 MTD du 11 juillet 2001.**— L'association Phisigma, représentée par son président M. Raymond Pong Loi, dont le siège est à Papeete, 123 chemin vicinal de Patutoa, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3.000.000 F CFP, composée de 30.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 29 septembre 2001 au siège de l'association, chemin vicinal de Patutoa.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à financer le Noël des enfants, les dons de cartables aux enfants défavorisés et autres actions sociales.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 micro-ordinateur Miditech + imprimante HP	129.870 F CFP
2e lot : 1 A/R PPT/Los Angeles	60.000 F CFP
3e lot : 1 A/R PPT/Los Angeles	60.000 F CFP
4e lot : 1 Vini Sagem MC 735	14.400 F CFP
5e lot : 1 Vini Sagem MC 735	14.400 F CFP
6e lot : 1 Vini Sagem MC 735	14.400 F CFP
Total des lots achetés	293.070 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 73.268 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 219.802 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mercredi 19 septembre 2001.

**Par arrêté n° 2738 MTD du 11 juillet 2001.**— L'association sportive Vaiete, représentée par son président M. Willy Teai, dont le siège est à Pirae, Aute II, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 2.000.000 F CFP, composée de 20.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 23 septembre 2001 au boulodrome de Puurai, Faa'a.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté aux œuvres de l'association telles que les déplacements et divers entretiens du terrain.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 2 A/R PPT/Auckland	130.000 F CFP
2e lot : 1 A/R PPT/Honolulu	60.000 F CFP
3e lot : 1 A/R PPT/Honolulu offert	60.000 F CFP
4e lot : 1 réfrigérateur offert	50.000 F CFP
Total des lots	300.000 F CFP
Total des lots achetés	190.000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 75.000 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 225.000 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le jeudi 13 septembre 2001.

**Par arrêté n° 2739 MTD du 11 juillet 2001.**— L'association sportive Fare Ihi, représentée par sa présidente Mme Diana Tauru, dont le siège est à Puurai-Faa'a, lot n° 65, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3.000.000 F CFP, composée de 30.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 28 septembre 2001 au siège de l'association, à Faa'a.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à financer la construction de pirogues et de rames ainsi que les déplacements pour Hawaiki Nui.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 2 A/R PPT/Los Angeles	200.000 F CFP
2e lot : 2 A/R PPT/Auckland offerts	170.000 F CFP
3e lot : 2 A/R PPT/Honolulu offerts	130.000 F CFP
4e lot : 1 réfrigérateur	70.000 F CFP
5e lot : 1 machine à laver	30.000 F CFP
Total des lots	600.000 F CFP
Total des lots achetés	300.000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 150.000 F CFP doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 450.000 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mardi 18 septembre 2001.

**Par arrêté n° 2740 MTD du 11 juillet 2001.**— Le comité organisateur de la convention du Kiwanis Asie-Pacifique 2002, représenté par son président M. Adrien Lombard, dont le siège est à Puurai-Faa'a, lot 210, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 3.000.000 F CFP, composée de 30.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 30 novembre 2001 à l'hôtel Sheraton situé à Faa'a.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à financer une manifestation exceptionnelle : la tenue à Tahiti de la convention du Kiwanis Asie-Pacifique, chargée de déterminer le programme d'action en faveur des jeunes enfants et familles défavorisés, en collaboration avec l'Unicef.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 2 A/R PPT/Los Angeles offerts par Air Tahiti Nui	150.000 F CFP
2e lot : 2 A/R PPT/Bora Bora offerts par Air Tahiti	48.400 F CFP
3e lot : 2 A/R PPT/Raiatea offerts par Air Tahiti	39.200 F CFP
4e lot : 2 A/R PPT/Huahine offerts par Air Tahiti	34.400 F CFP
5e lot : 1 bon d'achat offert par la Boutique Loanah	25.000 F CFP
6e lot : macramés pour pots de fleurs	3.000 F CFP
	300.000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 75.000 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 225.000 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mardi 20 novembre 2001.

**Par arrêté n° 2741 MTD du 11 juillet 2001.**— L'Association des parents d'élèves de l'école Charles-Viénot, représentée par son président M. Horley Moua, dont le siège est situé à Papeete, école Charles-Viénot, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 2.000.000 F CFP, composée de 20.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 15 novembre 2001 dans la cour de l'école Charles-Viénot.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à l'achat de matériel pédagogique et à la rénovation des salles.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 A/R PPT/Los Angeles	95.000 F CFP
2e lot : 1 congélateur bahut 240 l Brant	56.990 F CFP
3e lot : 1 aspirateur traineau 1.200 W	15.990 F CFP
4e lot : 1 mix grill de table	14.040 F CFP
5e lot : 1 robot pro multi plus BLC/JNE	10.990 F CFP
6e lot : 1 raclette grill quartet Tefal	6.990 F CFP
Total des lots achetés	200.000 F CFP

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 50.000 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 150.000 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le lundi 5 novembre 2001.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### CONVENTION de financement n° 73-01 du 9 juillet 2001.

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il est convenu ce qui suit :

#### Conditions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Mise en conformité et grosses réparations à l'école Pinaï", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : mise en conformité des ouvrages concernant l'installation électrique, les gardes corps, les liaisons entre les classes et la démolition de l'auvent d'entrée ; des travaux de grosses réparations portant sur le traitement anti termites, le remplacement des couvertures et des descentes d'E.P., le remplacement des faux plafonds des classes du 1er étage, le changement des menuiseries aluminium en façade, la rénovation complète des blocs sanitaires et l'aménagement du talus derrière le bâtiment D, dont le coût total est estimé à 1.884.893,75 FF, soit 34.290.000 F CFP.

#### Art. 3.— *Plan de financement*

F.I.P. (100 %) 1.884.893,75 FF soit 34.290.000 F CFP

#### CONVENTION de financement n° 74-01 du 9 juillet 2001.

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il est convenu ce qui suit :

#### Conditions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Extension et rénovation de l'école Toa'ta", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : rénovation d'un bâtiment en rez-de-chaussée avec étage regroupant la salle bibliothèque, le sanitaire personnel, un préau, une salle informatique et une salle des maîtres ;

construction d'un bâtiment en R + 1 regroupant au rez-de-chaussée un office, un réfectoire et bureau administratif et à l'étage 4 classes, dont le coût total est estimé à 6.106.418,11 FF, soit 111.088.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %) 6.106.418,11 FF soit 111.088.000 F CFP

### CONVENTION de financement n° 75-01 du 9 juillet 2001.

Entre :

Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Pirae, représentée par son maire M. Edouard Fritch,

Il est convenu ce qui suit :

#### Conditions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Pirae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de 8 appareils respiratoires individuels (A.R.I.)", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de 8 appareils respiratoires individuels (A.R.I.) entièrement équipés avec un lot de pièces de rechanges, dont le coût total est estimé à 192.392,19 FF, soit 3.500.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %) 192.392,19 FF soit 3.500.000 F CFP

### CONVENTION de financement n° 43-01 IDV du 10 juillet 2001.

Entre :

L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Papeete, représentée par son maire M. Michel Buillard,

Il est convenu ce qui suit :

#### Conditions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour faciliter la réalisation de l'opéra-

tion intitulée "Acquisition de pirogues et de matériel de sécurité pour le centre nautique communal de Taunoa", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de 8 pirogues (4 de 6 places et 4 de 3 places) et de 40 gilets de sauvetage, dont le coût total est estimé à 166.729,87 FF, soit 3.033.151 F CFP ou 25.417,81 €.

#### Art. 3.— Plan de financement

- Commune de Papeete 66.691,92 FF soit 1.213.260 F CFP ou 10.167,12 €  
- Etat (60 %) 100.037,95 FF soit 1.819.891 F CFP ou 15.250,69 €

## ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### SERVICE DE L'URBANISME

#### PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

#### CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 994 MLA.AU

Réf. : Arrêté n° 2744 MLA.AU du 11 juillet 2001.

Les formalités prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux d'extension du lotissement Résidence Jay sis à Mahina, réalisés par M. Henri Jay, ayant été accomplies pour le lot n° 19, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 12 juillet 2001.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le chef du service de l'urbanisme, absent :

Le chef de la section urbanisme  
opérationnel et construction,  
Antoine NESA.

### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS AUX ILES SOUS-LE-VENT POUR LE MOIS DE JUIN 2001

#### COMMUNE DE UTUROA

##### Travaux autorisés le 8 juin 2001

PC n° 1009 MLA.AU.ISLV, M. le président de la cour d'appel et M. le procureur général de ladite cour, mandataires du ministère de la justice, travaux d'extension du palais de justice de Raiatea sur une parcelle de la terre Hamiti, parcelle 94, section AD (D n° 1-249).

##### Travaux autorisés le 15 juin 2001

PC n° 1076 MLA.AU.ISLV, M. Sandford Eddy, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Ofaiputuputu-Tepouotemaie cadastrée parcelle n° 72 (D n° 01-238);

PC n° 1086, M. D'Inca Dominique Antoine, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Ruperupe 2 lot A2 (D n° 01-239).

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

PC n° 1149 MLA.AU.ISLV, M. D'Inca Eric, construction d'une maison d'habitation sur le lot 21 du lotissement U'upa cadastrée parcelle 31 section AT (D n° 01-301).

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

PC n° 1159 MLA.AU.ISLV, M. Hervé Adi, construction d'un atelier de réparations automobiles sur une parcelle de la terre Potutapu cadastrée parcelle 18 section AK (D n° 649-00).

*Travaux autorisés le 28 juin 2001*

PC n° 1193 MLA.AU.ISLV, M. Clonier Christophe, construction d'une maison d'habitation sur le lot n° 7b du lotissement U'upa (D n° 01-302).

COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

*Travaux autorisés le 15 juin 2001*

PC n° 1072 MLA.AU.ISLV, M. Mou Kam Tse Milton Roni, construction d'un fare MTR sur le lot 5 du lot 6 de la terre Matapura 3 (D n° 01-114) à Puohine ;

PC n° 1073, M. Matanoa Adrien, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tehoroavai (D n° 01-254) à Opoa ;

PC n° 1074, Mme Matanoa épouse Riroroko Araki, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tehoroavai (D n° 01-207) à Opoa

PC n° 1085, M. Homo Eric Bernard Marcel, construction d'une maison d'habitation sur la parcelle C de la terre Punaaro lot n° 1 partie (D n° 1-211) à Avera.

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

PC n° 1254 MLA.AU.ISLV, M. Matanoa Adrien, construction d'une maison d'habitation sur le domaine Tehoroavai (D n° 01-254) à Opoa.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

PC n° 1175 MLA.AU.ISLV, Mme Butscher épouse Faatahe Noéline, construction d'un fare MTR sur le lot 1A de la terre Matapura 2 (D n° 01-255) à Puohine.

*Travaux autorisés le 28 juin 2001*

PC n° 1192 MLA.AU.ISLV, Mme Nuu Tetauira épouse Hurni, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Opeha (D n° 118-00) à Avera.

COMMUNE DE TUMARAA

*Travaux autorisés le 15 juin 2001*

PC n° 1069 MLA.AU.ISLV, M. Teura Nelson, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Anoa 2 (D n° 01-251) à Tehurui ;

PC n° 1081, M. Kilian Ariipaea, construction d'une maison d'habitation (régularisation) sur une concession maritime cadastrée section BA parcelle n° 41 (D n° 01-202) à Tevaitoa ;

PC n° 1082, Mlle Silloux Angèle, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tairineneva parcelle A, lot 18 PV 158 du lotissement Tenape Plage (D n° 01-228) à Tevaitoa ;

PC n° 1083, M. Cyril Tetuanui, mandataire de la commune de Tumaraa, travaux d'agrandissement de la mairie annexe de Tehurui (D n° 01-226) à Tehurui ;

PC n° 1084, M. Cyril Tetuanui, mandataire de la commune de Tumaraa, travaux d'agrandissement de la mairie annexe de Vaiaau (D n° 01-259) à Vaiaau ;

PC n° 1087, Mme Hélène Haretahi née Teihotaata, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Teruaivaitii (D n° 26-00) à Tehurui.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

PC n° 1177 MLA.AU.ISLV, M. et Mme Ye On Tanoa et Teheiva, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Tevaihuaru dite Huaru cadastrée parcelle n° 63 section BI (D n° 01-267) à Tevaitoa.

COMMUNE DE TAHAA

*Travaux autorisés le 8 juin 2001*

PC n° 1010 MLA.AU.ISLV, Mlle Katia Rai, travaux de construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Terureivaitii (D n° 93-99) à Vaitoare.

*Travaux autorisés le 12 juin 2001*

PC n° 1048 MLA.AU.ISLV, S.A. Tahaa Pearl Beach Resort, mandataire : M. Picart Pierre Jean, travaux immobiliers pour la réalisation de l'hôtel Tahaa Pearl Beach Resort sur le motu Tautau (D n° 700-00) à Tapuamu.

*Travaux autorisés le 13 juin 2001*

PC n° 1060 MLA.AU.ISLV, M. Eddy Tanupo Teahui, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Punapae (D n° 01-035) à Hipu ;

PC n° 1061, M. Hioe Stevens Orofaata, construction de deux maisons d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Taumao 2 (D n° 01-176) à Haamene ;

PC n° 1062, M. et Mme Jacky et Teumere Debeuf, construction d'une maison d'habitation sur la parcelle D de la terre Tepori Apu (D n° 1-152) à Poutoru.

*Travaux autorisés le 15 juin 2001*

PC n° 1070 MLA.AU.ISLV, M. Taerea Georges et Mlle Teniarahi Georgina, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Vaihuti lot 3B1 (D n° 209) à Haamene ;

PC n° 1071, Mme Papara née Rai Miri Josiane, mandataire : Mme Hutia Teriitaumihau née Teiho, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Teumuti lot 3 (D n° 484-00) à Patio ;

PC n° 1075, Mme Taerea épouse Chin King Diana, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Nuutute-Teoneahua-Faatupuaitehau (D n° 01-20) à Haamene ;

PC n° 1077, M. et Mme Deane Moïse et Utia Christine, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Niumaru 2 (D n° 01-208) à Vaitoare ;

PC n° 1088, Eglise évangélique de Polynésie française, mandataire : M. Jacques Ihorai, construction d'une salle de spectacles sur les lots 1 et 2 de la terre Tevaitaitai et d'un emplacement du domaine public maritime (D n° 245-00) à Haamene ;

PC n° 1089, M. Aiho Huguot Marama, construction d'un fare greffe sur un emplacement du domaine public maritime (D n° 01-153) à Tiva.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

PC n° 1171 MLA.AU.ISLV, la mairie de Tahaa, mandataire : M. Ismaël Tuahu, construction d'une école maternelle Taunoa (tranche 2) sur une parcelle Taunoa partie (D n° 01-151) à Patio ;



PC n° 1173, M. Tetuanui Gaspard Mateata, construction d'une maison d'habitation sur le lot 2 de la terre Aharau (D n° 01-185) à Tapuamu ;

PC n° 1174, Mlle Siou Chin Siou, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tereva (D n° 01-026) à Patio ;

PC n° 1176, M. Timi Eugène Manutahi, construction d'un fare MTR sur le lot 1 de la terre Patii dite Tuihara (D n° 01-213) à Poutoru.

#### COMMUNE DE HUAHINE

##### *Travaux autorisés le 7 juin 2001*

PC n° 987 MLA.AU.ISLV, M. Tapi Alexandre Heifara, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Vaitotia (D n° 01-253) à Fare ;

PC n° 995, M. Brotherson Milton Roy Philippe, régularisation des travaux d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Fareoa (D n° 01-186) à Fare ;

PC n° 996, M. Oopa Tutapuarii Tahuea Feliciano, régularisation des travaux de construction d'un atelier de menuiserie sur une parcelle de la terre Tehoroivaitii (D n° 01-17) à Fare ;

PC n° 997, Mlle Cadousteau Murielle, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tuurai (D n° 01-204) à Fare ;

PC n° 998, Mme Temauu épouse Marks Miriama Areta, construction d'un fare greffe et ponton d'accès sur le domaine public maritime au droit de la terre Teraaroa 3 (D n° 01-200) à Fitii.

##### *Travaux autorisés le 11 juin 2001*

PC n° 1032 MLA.AU.ISLV, Mme Iotua Miteri, régularisation des travaux de construction d'un garage et d'une salle de bain en agrandissement d'une maison d'habitation sur le lot 4 de la terre Mape Puta, résidence Loisirs Maroe (D n° 1-189) à Maroe.

##### *Travaux autorisés le 18 juin 2001*

PC n° 1108 MLA.AU.ISLV, M. Tufaaimea Thierry Zetaria, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tevairoa 3 (D n° 01-270) à Fitii ;

PC n° 1110, Mme Teriinatoofa épouse Itchner Perine, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Paparaia dite Papaia (D n° 01-187) à Tefarerii ;

PC n° 1112, Mme Raurahi épouse Teriitaumihau Dolorès, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaitaitai (D n° 01-214) à Tefarerii.

##### *Travaux autorisés le 26 juin 2001*

PC n° 1162 MLA.AU.ISLV, Mme Matara Tauhiti Teupoorautua, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tevairahi (D n° 626-00) à Fitii ;

PC n° 1163, Mlle Tiihiva Marie Rose, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tevairahi 1 (D n° 01-194) à Maeva ;

PC n° 1165, Mme Maono épouse Lai Koun Sing Florence Enrica, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Fetuaa 2 (D n° 01-262) à Maeva ;

PC n° 1166, M. Guy Tautu Tapao, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vainaonao (D n° 01-264) à Fare ;

PC n° 1167, M. Howard Wilfred Pitohiti Itchner, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Meneaoa-Vaimoa (D n° 01-260) à Maeva ;

PC n° 1168, M. Armand Teanihi, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Peretei (D n° 01-298) à Maeva ;

PC n° 1169, M. Christian Wong, construction de 4 logements sur une parcelle de la terre Matu'u (D n° 01-169) à Fare ;

PC n° 1170, Mme Piha épouse Noho Victorine, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Peretai (D n° 01-309) à Faie ;

PC n° 1178, M. Alain Curti, extension d'un bâtiment sur le lot C dépendant de la parcelle C de la terre Vaitoma (D n° 01-199) à Fare.

#### COMMUNE DE BORA BORA

##### *Travaux autorisés le 7 juin 2001*

PC n° 988 MLA.AU.ISLV, Mme Vahineterai Rosina Maimaro, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Teorue-Aihuaraau (D n° 01-248) à Nunue ;

PC n° 989, M. Timoteo Teautoa James, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Ahutai lot 1A (D n° 01-050) à Anau ;

PC n° 990, M. Teriinoho Williams, construction d'une maison d'habitation du type MTR sur une parcelle de la terre Teonetere (D n° 603-00) à Faanui ;

PC n° 991, M. Teva Victor, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Motu Haapitirahi (D n° 01-124) à Faanui ;

PC n° 992, Mme Monique Ellacott, régularisation des travaux de terrassement sur les parcelles 1B et 1C du lot n° 1 du partage de la terre Farehutu 2 (D n° 402-00) à Nunue ;

PC n° 999, Mlle Viritua Roiti Diane, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Niutehiri 2 (D n° 529-00).

##### *Travaux autorisés le 8 juin 2001*

PC n° 1011 MLA.AU.ISLV, Mme Virginie Puatahia Lhote née Lau Fat, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Vaitepihaa cadastrée n° 30 section CN (D n° 01-217) à Faanui ;

PC n° 1012, Mme Lara Teraitepo, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Taneteafao cadastrée n° 155 section CX (D n° 01-218) à Faanui ;

PC n° 1013, M. Jean Pierre Steven Geva, construction d'un mur de clôture sur une parcelle de la terre Vaipao cadastrée n° 57 section AV (D n° 01-145) à Nunue ;

PC n° 1014, Mlle Tehani Weena Faimano Colombani, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Fareopu cadastrée n° 22 section CT (D n° 01-219) à Faanui.

##### *Travaux autorisés le 13 juin 2001*

PC n° 1063 MLA.AU.ISLV, Mlle Sylvia Miriama Auch, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Teopara (D n° 01-241) à Faanui ;

PC n° 1064, Mme Lise Elina Tera Holman née Taati, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Toerauorita cadastrée n° 12 section BI (D n° 01-240) à Anau ;

PC n° 1065, M. Marcel Putaohe et Mlle Vaiarii Simone Teena, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Taahiorahi cadastrée n° 28 section BH (D n° 01-236) à Anau ;

PC n° 1066, M. Patrick Ioio Taumihau, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Araarapupuu lot 7, cadastrée n° 35 section BH (D n° 237) à Anau ;

PC n° 1067, M. Mike Ludovic Hiro Lebel, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Mitimitiaute lot 1A, cadastrée n° 54 section AS (D n° 1-247) à Nunue.

*Travaux autorisés le 15 juin 2001*

PC n° 1079 MLA.AU.ISLV, M. Albert Chevalier, régularisation des travaux d'extension d'un bâtiment à usage de bureaux sur la parcelle A du lot n° 1 du lot de ville Taamotu 2 (D n° 676-00) à Nunue ;

PC n° 1090, M. Joseph Tetuanui, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Bora Bora Fanautahi cadastrée n° 68 section AO (D n° 01-94) à Nunue ;

PC n° 1091, M. Apatoofa Teraaitapo, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Taneteafao cadastrée n° 5 section CX (D n° 01-230) à Faanui ;

PC n° 1092, Mlle Teraimateata Maheanui Myrta Lehartel, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Paparoa 1 (D n° 01-220) à Nunue ;

PC n° 1093, M. Daniel Peni Aa, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Puutoa 1 cadastrée n° 25 section AN (D n° 01-234) à Nunue.

*Travaux autorisés le 18 juin 2001*

PC n° 1106 MLA.AU.ISLV, M. et Mme Teihoarii Richard et Perine, construction d'un fare MTR sur le lot n° 2 de la terre Vainia cadastrée n° 5 section CS (D n° 01-159) à Faanui ;

PC n° 1113, M. Sylvain Ellacott, régularisation des travaux de construction d'une maison d'habitation sur le lot 1 du lot 3, parcelle B dépendant des terres Paparoa 1 et 2, cadastrées n° 30 section AH, à Nunue.

*Travaux autorisés le 27 juin 2001*

PC n° 1181 MLA.AU.ISLV, société Moana Beach S.A., mandataire : M. PC Lacombe, extension de l'hôtel Moana Beach Parkroyal Bora Bora sur la terre Tepaitiaoro et des emplacements du domaine public maritime (D n° 2000-02) à Nunue ;

PC n° 1184, M. Gaston Tong Sang, mandataire de la mairie de Bora Bora, extension de l'école primaire de Tiipoto, dénommée Namaha 2, sur une parcelle de la terre Namaha cadastrée n° 82 section AO (D n° 457-00) à Nunue.

*Travaux autorisés le 28 juin 2001*

PC n° 1200 MLA.AU.ISLV, M. Augustin Temanuarii Vaiotaha Viritua, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tahaaroa cadastrée n° 27 section CZ (D n° 01-216) à Faanui.

**ETAT RECAPITULATIF  
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS  
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER  
POUR LE MOIS DE JUIN 2001**

**COMMUNE DE ARUE***Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-611-2 MLA.AU, M. Gaston Flosse, parcelles cadastrées 82 section R, et 111, section 2 (domaine Pihatarioe), 1 fare potee ;

N° 01-775-1, M. Teheipuarii Tinitua, parcelle cadastrée 117, section P (lot A du lot b, terre Tefaaroa 2) au P.K. 6, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-884-1, Mme Paulette Knoepflin épouse Tau, parcelle cadastrée 15, section H (parcelle lot 4, domaine Pihatarioe), 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 01-654-2 MLA.AU, commune de Arue, parcelle cadastrée 162, section L (partie terre Ahotoru), ancienne mairie, aménagement et extension d'un local existant.

*Travaux autorisés le 27 juin 2001*

N° 99-714-9 MLA.AU, S.C. Waiikea, parcelle cadastrée 265, section E (partie parcelle B, domaine Tamahana) près du supermarché Continent, modification intérieure avec ajout parking au sous-sol d'un ensemble immobilier de 23 logements.

**COMMUNE DE FAA'A***Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-546-1 MLA.AU, M. Farerai Mama, parcelle cadastrée 154, section R.2 (lot 48 bis, lotissement Tehapatoa), 1 maison d'habitation ;

N° 01-851-1, M. Gérard Tuataa, parcelle cadastrée 22, section K (lot 38, terres Faretera 1 et Papuatea 2) au P.K. 4,300, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-861-1, M. Nai Teanuanua dit Frédérique Mai, parcelle cadastrée 526, section C (lot 28, lotissement Tefaurai extension), 1 maison d'habitation ;

N° 01-877-1, M. Kinema Yu Hing, lot 1 détaché terre Motio, clôtures.

*Travaux autorisés le 21 juin 2001*

N° 00-2692-6 MLA.AU, M. Alfred Teururai Deane, parcelles cadastrées 100-101-120, section N (lot B partage terre Tahutumu 2), Auae, 1 immeuble d'habitation (16 appartements).

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 01-771-2 MLA.AU, M. Célestin Ahupu, parcelle cadastrée 234, section P.2 (parcelle B, morcellement partie terre Teoneheetutumaru), quartier Faugerat, modification de distribution intérieure des locaux d'une maison d'habitation ;

N° 01-875-1, Mme Caroline Kahuninehe née Tehuiotoa, terre Tevairao, Saint-Hilaire, 1 garage ;

N° 01-1092-1, M. et Mme Jean et Nancy Tehei, parcelle cadastrée 30, section C (lot 112, lotissement Heiri), extension d'une maison d'habitation.

**COMMUNE DE HITIAA O TE RA***Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-486-2 MLA.AU, Mlle Francesca Pautu, parcelle cadastrée 17, section AL (parcelle terre Tehaaehaa) à Tiarei, P.K. 25, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-847-1, M. Jean-Jacques Pascal Raimana Teriierooiterai, parcelle terre Tiaia 2 à Papenoo, P.K. 17, 1 maison d'habitation ;

N° 01-874-1, M. Marc Petit, lot 1 dépendant terre Tehaehaa à Hitiaa, P.K. 36,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-882-1, Mme Eliane Tumata Taurua épouse Maraetefau, parcelle cadastrée 3, section AP (lot 2, parcelle A, terre Teuruoreva 3) à Tiarei, P.K. 26,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 00-2995-3 MLA.AU, M. Joseph Tefaatau, parcelle cadastrée 59, section AC (terre Maatia, lot 2) à Papenoo, quartier Faaripo, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 01-421-2, M. Franck Le Prado, parcelle cadastrée 17, section A1 (parcelle terre Faremao) à Mahaena, P.K. 31,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 01-940-1 MLA.AU, Mme Sandra Amaru épouse Heo Moun, parcelle terre Houpoi à Tiarei, P.K. 29,500, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE MAHINA

*Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-402-1 MLA.AU, M. Gabriel Lansan, parcelle cadastrée 519, section V4 (lot 65, lotissement O'viri), 1 maison d'habitation ;

N° 01-565-1, M. Emile Vannes, parcelle cadastrée 165, section N (lot 67-A, lotissement Mahina Tahua Iti III), extension d'une maison d'habitation et un mur ;

N° 01-778-1, Mme Vilna Vernaude, parcelle cadastrée 1, section K (lots B0 et B1, propriété des époux Vernaude), extension d'une maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 01-833-1 MLA.AU, M. Alexandre Menu et Mlle Catherine Luneau, parcelle cadastrée 536, section V4 (partie propriété Tirao), 1 bâtiment de 2 logements jumelés ;

N° 01-909-1, M. et Mme Baya Maui, parcelle cadastrée 507, section V2 (lot 56, lotissement O'viri 3e tranche), 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 01-130-2 MLA.AU, M. Olivier Deboumbourg et Mlle Sandrine Dufresnes, lot 25 bis, lotissement "Les Hauts de Mahinarama 3e tranche", extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-911-1, M. Robinson Raihauti, parcelle cadastrée 66, section R (parcelle terre Teopiri II) au P.K. 10,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1090-1, M. et Mme Elvis et Titania Utia, parcelle cadastrée 675, section W.6 (lot 57 du domaine Noho Ahu partie), 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

*Travaux autorisés le 18 juin 2001*

N° 00-3048-5 MLA.AU, S.I. Sogil, parcelle cadastrée 26, section EP (terre Momonatehiu 2) à Maharepa, Paopao, 1 entrepôt destiné à abriter diverses fournitures hôtelières d'un grand hôtel voisin et 1 logement de gardien.

*Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-558-1 MLA.AU, M. Huiterangi Martial Tehiva, parcelle C, lot 1, terre Ahuraa 1 à Teavaro, Vaiare, P.K. 4,500, 1 maison d'habitation ;

N° 01-748-1, M. et Mme Guy Cazaux, parcelle cadastrée 130, section CK (parcelle détachée terres Fauai et Tiaota, vallées Maamaa et Tepihaca, parcelle A, parcelle B, lot 3 partie) à Teavaro, 1 maison d'habitation ;

N° 01-862-1, Mme Sylviane Ponthieux, parcelle cadastrée 47, section HN (lot C détaché lot 6 partie, terres Pouaru-Tuarau et Opaura) à Haapiti, baie de Vaianae, 4 maisons d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 99-698-3 MLA.AU, M. Emile Haoatai, parcelle 3, terre Teonetera 1 à Paopao, Pihaena, P.K. 10, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 00-2876-5, Mme Patricia Tourlourat, à Haapiti, P.K. 27, côté montagne, extension d'un local commercial (boutique Loulou) ;

N° 01-840-1, Mme Hortense Paquier née Toromona, parcelle cadastrée 55, section AO (lot E, partage partie lot 2, terres Tereiochau et Haaparu) à Afareaitu, derrière l'école Maatea, 3 bungalows ;

N° 01-1088-1, M. et Mme Bruno Druet, parcelle terre Vaitape et Teacae à Maharepa, centre Horue, 4 maisons d'habitation.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 00-2871-2 MLA.AU, M. Tutehauarii Mau, parcelle cadastrée 32, section AL (parcelle terre Teonetera 2) à Afareaitu, P.K. 11, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-468-2, Mlle Solange Faataura, parcelle cadastrée 2, section E.4 (parcelle terre Teonetera 2) à Paopao, P.K. 13,900, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-873-1, M. Hervé Peltier, lot 34, lotissement résidentiel Bel Air à Teavaro, 1 maison d'habitation avec garage ;

N° 01-1061-1, M. Allen Sanquer, parcelle cadastrée 52, section AR (parcelle 1, lot 2, terre Taitorea) à Afareaitu, Maatea, P.K. 14,200, côté mer, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAEA

*Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 00-2110-1 MLA.AU, M. Christophe Lau et Mlle Françoise Peretia, parcelle cadastrée 241, section AK (parcelle lot 4, terre Raipai 2 et 3) au P.K. 21,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-842-1, Mme Charlotte Keck, parcelle cadastrée 204, section AK (lot A3, parcelle C, terre Raipai 2 et 3) au P.K. 21,900, Orofero, 1 maison d'habitation ;

N° 01-990-1, Mlle Heifara Ioana Lissart, parcelle cadastrée 87, section AH (parcelle terre Popoto dite propriété Taputaata a Mai) au P.K. 22, côté montagne, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 01-935-1 MLA.AU, Mlle Célène Gobrait, parcelle cadastrée 58, section AX (lot 3 dépendant parcelle 2, lot B, terres Faahiriahea et Titehinamaue) au P.K. 22, vallée Orofero, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 01-961-1 MLA.AU, E.E.P.F., parcelle cadastrée 176, section AN (lot A, propriété Ahnne) au P.K. 24,500, côté montagne, 1 mur.

## COMMUNE DE PAPARA

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 00-2589-5 MLA.AU, M. Auguste Brotherson, parcelle terres Vaiuri, Taoterai et Aravaa 1 au P.K. 32, côté montagne, terrassement ;

N° 01-912-1, Mlle Sandra Colombani, parcelle cadastrée 17, section B1 (lot 49, lotissement Tehaamatai), 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 01-917-1 MLA.AU, M. Teurupuariki Mapu, lot B.3, lotissement Pahara, 1 maison d'habitation ;

N° 01-924-1, Mlle Harriett Dauphin, parcelle cadastrée 42, section AD (lot 2, lotissement Nuutere), 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE PAPEETE

*Travaux autorisés le 18 juin 2001*

N° 99-177-5 MAA.AU.PPTE, S.C.I. Paulero, lots 6, 8 et 10 du lotissement Vaiava, Fare Ute, ajout d'un parc de stationnement en sous-sol, modification du monte-charge et ajout d'une porte coulissante au sous-sol.

*Travaux autorisés le 25 juin 2001*

N° 99-14 MAA.AU.PPTE, Mme Andréa Holozet née Ruihau, parcelle terre Nuurapae à Paofai, aménagement d'une maison d'habitation en garderie ;

N° 01-06, Mlle Denise Yansaud, Taunua, aménagement d'un local en snack ;

N° 01-32, Mme Areva Diana Richmond, parcelle cadastrée 45, section CY (lot 2, terre Temaire) à Paofai, 1 maison d'habitation ;

N° 01-36, S.C.I. Alna, immeuble Fare Ute Center à Fare Ute, aménagement de bureaux ;

N° 01-38, M. le premier président de la cour d'appel de Papeete, avenue Bruat, réaménagement de l'espace d'accueil du palais de justice de Papeete ;

N° 01-53, M. Ronald Rey, parcelle dépendant parcelle B bis, terres Papetania et Vaitaria, lot 2, terre Faaopua à Sainte-Amélie, 1 maison d'habitation ;

N° 01-62, banque Socredo, avenue du Prince-Hinoui, aménagement d'un distributeur automatique de billets à l'entrée du magasin Bricogite ;

N° 01-66, Mlle Tumata Wagner, parcelle cadastrée 64, section BK (parcelle lots 2 et 3, terre Pauruhutu) au quartier Adams, boulevard Pomare V, 1 maison d'habitation.

#### *Travaux autorisés le 28 juin 2001*

N° 00-87 MAA.AU.PPTE, M. et Mme Adrien Mohi, lot 3 dépendant partie partage propriété Auguste Temauri, Titiro, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 01-37, Mme Mina Achille, lot 6, lotissement Les Roches, Mission catholique, extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-81, M. Jean-Pierre Pacome, lot 12, lotissement Fenua Ute, Tipaerui, 1 mur de parement ;

N° 01-83, M. Stélio Wong Yut et Mlle Esther Wong Yut, lot 29, lotissement Le Bon Pasteur, Mission catholique, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE PIRAE

#### *Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-611-2 MAA.AU, M. Gaston Flosse, parcelles cadastrées 82 section R, et 111, section O2 (domaine Pihatarioe), 1 fare potee.

#### *Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 01-1070-1 MAA.AU, M. et Mme Arsen et Annick Tuairau, parcelle cadastrée 267, section E (lot 19, centre d'habitations économique et ouvrière de Hamuta), 1 maison d'habitation.

#### *Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 01-822-1 MAA.AU, M. Jean-Luc Piot, parcelle cadastrée 249, section K (domaine Paura-Langlois-Paterpropriété Emile Chin Foo), 1 bâtiment de 2 logements ;

N° 01-823-1, Mlle Johanna Taata, lot 13 détaché terre Tepohue 2, rue Temarii, 1 maison d'habitation.

#### *Travaux autorisés le 28 juin 2001*

N° 01-439-1 MAA.AU, S.C.I. Reva, parcelle cadastrée 470, section E (lot 2 ancienne propriété Shilson), 1 immeuble (R + 2) ;

N° 01-997-1, M. Bob Atamu Scharwitzel, parcelle cadastrée 135, section L (lot E partie terre Teroma) au P.K. 2,100, côté montagne, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE PUNAAUIA

#### *Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-628-1 MLA.AU, M. et Mme Laurent Moux, parcelle cadastrée 52, section AD (parcelle détachée terres Teanini et Tapauta) au P.K. 15, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-629-1, M. et Mme Alain Chougues, parcelle cadastrée 95, section BC (lot A9, lotissement Orohiti), 1 maison d'habitation ;

N° 01-733-1, S.C. Paphiopedilum, parcelle cadastrée 53, section DN (lot 53 lotissement Te Maru Ata), 1 maison d'habitation ;

N° 01-797-1, Mme Caroline Niva, parcelle cadastrée 114, section I (terre Tunaiti) au P.K. 8,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-865-1, M. Cédric Wan Phook, parcelle cadastrée 165, section BR (lot 103, lotissement Punavai Nui), 1 maison d'habitation ;

N° 01-992-1, M. et Mme Pierre Ynam, parcelle cadastrée 99, section BR (lot 66, lotissement Punavai Nui), 1 maison d'habitation.

#### *Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 99-1301-3 MLA.AU, M. et Mme Vetearii Rupea, parcelle cadastrée 56, section AB (terre Vaitiamanino 3) au P.K. 15, côté mer, 1 maison d'habitation (prorogation).

#### *Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 00-1025-4 MLA.AU, Mme Magri Tetard, parcelles cadastrées 160 et 160, section AC (parcelle B3 partage lot B propriété Bernardino), près de la station Mobil, 1 piscine et 1 fare potee ;

N° 01-890-1, Mlle Josiane Langomazino, parcelle cadastrée 120, section K (lot 4B terre Matatia) au P.K. 10,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-900-1, M. Jean-Pierre Pugibet, parcelle cadastrée 459, section K (lot 6 G parcelle A propriété Pugibet), 1 maison d'habitation ;

N° 01-948-1, M. Olivier Charles, parcelle cadastrée 9, section AK (parcelle 2 lot 5 terres Atiraa, Tapouru et Tepuate) au P.K. 18,200, côté mer, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE TAIARAPU-EST

#### *Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-829-1 MLA.AU, M. Lamana Tapu, lot 27 lotissement Osmond Jamet II Miri à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 01-849-1, Mme Irma Garbutt épouse Tuiho, parcelle cadastrée 21, section AD (lot 5 domaine Temahame) à Afaahiti, Taravao, près du magasin Ah Ky, 1 maison d'habitation ;

N° 01-887-1, M. Carl Salmon, lot 27 lotissement Osmond Jamet à Afaahiti, route du Plateau de Taravao, 1 maison d'habitation.

#### COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

#### *Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-801-1 MLA.AU, M. Roy Bambridge, lot 4 lot E terres Poriro, Teaoa, Vaitohora, Raipua Atitetaahi et Teiriiri surplus à Toahotu, près de la mairie, 1 maison d'habitation.

#### *Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 01-928-1 MLA.AU, Mlle Teumere Heimanu, lot 2 partie terre Paepaeroa 2 à Vairao, P.K. 12, côté mer, 1 maison d'habitation.

#### *Travaux autorisés le 26 juin 2001*

N° 01-325-2 MLA.AU, M. et Mme Alphonse Pothier, parcelle terre Mateoe à Vairao, P.K. 8,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-938-1, M. et Mme Alain et Rosina Perrut, lot 28 lotissement Miti Rapa à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 01-1042-1, M. Heiani Teai, parcelle terre Faupapa-Paraha à Teahupoo, P.K. 18, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE TEVA I UTA

*Travaux autorisés le 19 juin 2001*

N° 01-818-1 MLA.AU, M. Temaeva Maitere, partie lot 6 terre Manua à Mataiea, P.K. 44,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-824-1, M. Andy Koan, lot 3 résidence Vaiata 1 à Papeari, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 22 juin 2001*

N° 99-1332-3 MLA.AU, Mme Suzanne Germain, lot 1, lot 5, terres Tefaramarua, Vaitoto et Puhoro à Mataiea, P.K. 45,200, côté montagne, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 01-837-1, M. Roland Tererotua, parcelle A dépendant terres Teurupareva, Manini 3, Arue et Temaru à Papeari, P.K. 53, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-863-1, M. Henri Ebbs, parcelle cadastrée 3, section BP (parcelle terre Faretopa 1) à Papeari, P.K. 53,900, côté mer, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE MANIHI

*Travaux autorisés le 21 juin 2001*

N° 00-2709-1 MLA.AU.TG, M. Maehaga Moehau Ragivaru, parcelle terre Marea au secteur 3, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE HAO

*Travaux autorisés le 21 juin 2001*

N° 01-300-2 MLA.AU.TG, commune de Hao, parcelle terre Tauragakirahu à Otepa, 4 logements pour instituteurs.

## COMMUNE DE TAKAROA

*Travaux autorisés le 21 juin 2001*

N° 01-706-1 MLA.AU.TG, Mme Léonie Mopi épouse Purakaukeke, parcelle cadastrée 290, section A.8 (terre Kakaramatahuarau) à Takapoto, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE RANGIROA

*Travaux autorisés le 21 juin 2001*

N° 01-733-1 MLA.AU.TG, M. Raoulx Raurau Teriitua Tehina, parcelle cadastrée 57, section A1 (terre Teurupetipeti-Terarevareva) à Avatoru, 1 maison d'habitation.

## COMMUNE DE FAKARAVA

*Travaux autorisés le 21 juin 2001*

N° 01-853-1 MLA.AU.TG, M. et Mme Fareea a Fareea, parcelle terre Teinaraamaihea partie à Niau, secteur 1, 1 maison d'habitation.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

**Etude de Me BRUGGMANN,**  
Notaire à la résidence de Papeete (Tahiti)

**CENTRE DE CONVALESCENCE TE TIARE**  
Société anonyme

Capital : 44.000.000 F CFP - Actions : 4.400

Siège social : PUNAAUIA, Outumaoro

R.C.S. : PAPEETE N° 3.422 B - N° TAHITI : 175174

*Renouvellement et nomination d'administrateurs*

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires en date du 29 décembre 2000, que les mandats d'administrateurs de M. Yves GENDRON, la S.A. "TE URU API HOLDING", MM. Bertho ROOMATAAROA et Michel DAVID ont été renouvelés pour une période de six années et qu'en outre, ont été nommés pour la même durée en qualité de nouveaux administrateurs, MM. Bernard RUSTERHOLTZ et Hugues FADIE.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

*Mention périmée*

*Administrateurs* : La S.A. "TE URU API HOLDING" dont le siège est à Papeete, 11, avenue Bruat, MM. Yves GENDRON, domicilié à Papeete, B.P. 295, Bertho ROOMATAAROA, domicilié à Papeete, B.P. 611, et Michel DAVID, domicilié à Arue, B.P. 140045.

*Mention nouvelle*

*Administrateurs* : La S.A. "TE URU API HOLDING" dont le siège est à Papeete, 11, avenue Bruat, MM. Yves GENDRON, domicilié à Papeete, B.P. 295, Bertho ROOMATAAROA, domicilié à Papeete, B.P. 611, Michel DAVID, domicilié à Arue, B.P. 140045, Bernard RUSTERHOLTZ, demeurant à Papeete, et Hugues FADIE, domicilié à Punaauia, B.P. 13721.

*Pour avis et mention,*  
Me BRUGGMANN, notaire.

**Etude de Me BRUGGMANN,**  
Notaire à la résidence de Papeete (Tahiti)

**SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE**  
**RENE ET MARTHE GRAND**  
(Immeuble ATIMATAI)

Société anonyme en cours de liquidation volontaire  
Capital : 20.200.000 F CFP - Nombre d'actions : 10.100  
Siège social : PAPEETE, rue du marché et des Ecoles  
des frères de Ploërmel  
R.C.S. : PAPEETE N° 663 B

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 25 mai 2001 a procédé à la nomination d'un nouveau liquidateur de la société, en la personne de Mme Nicole MAVRE-

GIGAULT, demeurant à Papeete, en remplacement de M. Robert MAVRE-GIGAULT, liquidateur décédé.

*Pour avis et mention,*  
Le nouveau liquidateur désigné.

# **SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE FANOMAI**

**Société civile**

**Capital : 6.000.000 F CFP**

**Siège social : FAA'A, P.K. 5**

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés en date du 25 mai 2001, Mme Nicole MAVRE-GIGAULT a été nommée en qualité de gérante, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Robert MAVRE-GIGAULT gérant décédé.

Il résulte de ce qui précède les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

## *Ancienne mention*

*Gérance :* M. Robert MAVRE-GIGAULT, demeurant à BRAZAVILLE (Rép. populaire du Congo).

## *Nouvelle mention*

*Gérance :* Mme Nicole MAVRE-GIGAULT, domiciliée à Papeete.

*Pour avis et mention,*  
La gérance.

**Etude de Me BRUGGMANN,**  
**Notaire à la résidence de Papeete**

# **EQUIPEMENT TECHNIQUE DU PACIFIQUE EQUITECH PACIFIQUE**

**Société à responsabilité limitée de type unipersonnelle**

**Au capital de 1.000.000 F CFP**

**Siège social : PAPEETE, 8, chemin vicinal de Taunoa**

**R.C.S. PAPEETE N° 5.246 B**

**N° TAHITI : 311118**

## *Dissolution*

D'une décision en date du 15 juin 2001, prise par M. Didier COUGOT, demeurant à PUNAAUIA, associé unique de la société à responsabilité limitée "EQUITECH PACIFIQUE" visée en rubrique, et seul gérant, il résulte que la société est dissoute avec effet du 30 juin 2001.

Conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil, la dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société "EQUITECH PACIFIQUE" à M. Didier COUGOT, associé unique.

Les oppositions, s'il y a lieu, à la transmission universelle du patrimoine social, au profit de M. Didier COUGOT, pour compter du 30 juin 2001, devront être faites dans le délai de trente jours à compter de la présente publication, auprès du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis,*  
Me BRUGGMANN, notaire.

**Etude de Me BRUGGMANN,**  
**Notaire à la résidence de Papeete (Tahiti)**

# **SOCIETE GRAPH LAND**

**Société anonyme au capital de 250.000 FF**

**Siège social : CALUIRE-ET-CUIRE (69 Rhône),**

**1 et 3, rue de Mailly, immeuble APOGEE**

**R.C. de LYON N° 378.889.927**

*Avis de cession de branche de fonds de commerce*

Suivant acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire susnommé, le 22 juin 2001, enregistré à Papeete le 28 juin 2001, folio 126, bordereau n° 3912/2,

La société dénommée "GRAPH LAND", société anonyme, au capital de 250.000 FF, dont le siège social est à CALUIRE-ET-CUIRE (69 Rhône), 1 et 3 rue de Mailly, immeuble "Apogée", immatriculée au registre du commerce de LYON sous le n° 378.889.927,

A vendu avec entrée en jouissance immédiate à :

La société dénommée "GRAPHLAND POLYNESIE", société à responsabilité limitée, au capital de 1.820.000 F CFP, dont le siège social est à PAPEETE, centre Bruat, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 8.291 B et à l'Etat sous le n° TAHITI 587.311,

La branche d'activité de prestations de conseil, réalisation et suivi de projets en études techniques informatisées et de prestations attachées à la distribution de logiciels de CAO, telles que la formation, l'assistance, le développement et l'adaptation de progiciels, sis et exploité à PAPEETE, centre Bruat, et pour l'exploitation duquel "Le vendeur" est immatriculé au R.C.S. de PAPEETE sous le n° 7.184 B,

Moyennant le prix de 3.240.400 F CFP.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente insertion, à PAPEETE, 11, avenue Bruat, en l'étude de Me BRUGGMANN, notaire, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

*Pour deuxième insertion,*  
Le greffier.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,**  
**Notaire à la résidence de Papeete (Tahiti)**

# **SOCIETE DE TRANSPORT ET DE STOCKAGE DES HYDROCARBURES TAHITIENS**

**Par abréviation : S.T.A.T.**

**Société anonyme**

**Au capital de 5.000.000 F CFP**

**Siège social : PAPEETE, 11, avenue Bruat**

**R.C.S. PAPEETE n° 6.185-B**

Il résulte des délibérations :

A - De l'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie extraordinairement le 13 juillet 2001, que M. Richard ANDREI a été nommé administrateur de la société pour une durée d'une année.

B - Du conseil d'administration tenu le même jour, que M. Richard ANDREI susnommé a été nommé président du conseil d'administration en remplacement de M. Albert MOUX.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

*Mention périmée*

*Président du conseil d'administration* : M. Albert MOUX, demeurant à Pirae.

*Mention nouvelle*

*Président du conseil d'administration* : M. Richard ANDREI, demeurant à Papeete.

*Pour avis et mention,*  
Le conseil d'administration.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,**  
**Notaire à la résidence de Papeete (Tahiti)**

**BITUPAC**

**Société à responsabilité limitée**

**Capital : 2.000.000 F CFP**

**Siège social : PUNAAUIA, zone industrielle de la Punaruu**

**R.C.S. PAPEETE N° 7.386 B**

**N° TAHITI : 532.919**

*Nomination de commissaires aux comptes*

Il résulte des délibérations de l'assemblée générale ordinaire des associés réunie extraordinairement le 18 avril 2001, que la S.C.P. "PICARD-GOSSE-PARION-NOBILEAU" a été nommée en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices, et M. Christophe PARION a été nommé en qualité de commissaire aux comptes suppléant pour la durée du mandat du commissaire aux comptes titulaire.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

*Mention périmée*

*Commissaire aux comptes titulaire* : Néant.

*Commissaire aux comptes suppléant* : Néant.

*Mention nouvelle*

*Commissaire aux comptes titulaire* : La S.C.P. "PICARD-GOSSE-PARION-NOBILEAU", domiciliée B.P. 608 Papeete.

*Commissaire aux comptes suppléant* : M. Christophe PARION, commissaire aux comptes domicilié B.P. 608 Papeete.

*Augmentation de capital*

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale mixte des associés réunie le 14 juin 2001, il a été décidé d'augmenter le capital de la société d'une somme de 10.000.000 F CFP pour le porter à 12.000.000 F CFP par voie de capitalisation d'une partie du compte report à nouveau et par voie d'élévation de la valeur nominale des parts sociales à 12.000 F CFP.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Il résulte de cette opération les opérations ci-après aux mentions antérieurement publiées.

*Mention périmée*

*Capital social* : 2.000.000 F CFP, divisé en 1.000 parts sociales de 2.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

*Mention nouvelle*

*Capital social* : 12.000.000 F CFP, divisé en 1.000 parts sociales de 12.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

*Pour avis et mention,*  
Me BRUGGMANN, notaire.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,**  
**Notaire à la résidence de Papeete (Tahiti)**

**VAINOA RAIATEA**

**Société civile**

**Capital : 30.180.000 F CFP réduit à 25.180.000 F CFP**

**Siège social : UTUROA (Raïatea)**

**R.C.S. PAPEETE n° 5.529 C**

*Réduction de capital*

Il résulte d'un acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire susnommé, les 12, 15, 18 janvier et 1er juin 2001, contenant décision des associés, qui a décidé de minorer d'une valeur de 5.000.000 F CFP l'apport en nature immobilier à titre d'augmentation de capital effectué à la société aux termes de l'acte des 7, 19 et 26 septembre 2000, et de retenir pour valeur d'apport la somme de 24.180.000 F CFP,

Que le capital social se trouve en définitive fixé à la somme de 25.180.000 F CFP, divisé en 12.590 parts de 2.000 F CFP chacune.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

*Mention périmée*

*Capital social* : 30.180.000 F CFP, divisé en 15.090 parts de 2.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées à concurrence de 500 parts en numéraire et à concurrence de 14.590 parts en nature.

*Mention nouvelle*

*Capital social* : 25.180.000 F CFP, divisé en 12.590 parts de 2.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées à concurrence de 500 parts en numéraire et à concurrence de 12.090 parts en nature.

*Pour avis et mention,*  
Me BRUGGMANN, notaire.

**S.N.C. A KIND OF BLUE**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 2 juillet 2001 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société en nom collectif.

*Dénomination* : "S.N.C. A KIND OF BLUE".

*Siège social* : VARARI, HAAPITI, P.K. 33, MOOREA.

*Objet* : Toutes activités touristiques, de loisirs et sportives relevant du domaine maritime et terrestre, et plus particulièrement liées à l'écotourisme, comme la création et l'exploitation de sentiers sous-marins, l'importation et le négoce de

tous produits et accessoires dérivés à l'activité principale tels que T-shirts, bibelots, matériel de plongée, etc., la location de matériel nautique ou terrestre et tout matériel connexe à l'activité principale.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Responsabilité* : Associés tenus responsables des dettes sociales, Mlle Turia SAGE et M. Emmanuel RICLET.

*Capital* : 50.000 F CFP représentant des apports en numéraire.

*Gérance* : Mlle SAGE et M. RICLET ont été nommés gérants de la société pour une durée indéterminée.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Parts sociales* : Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Elles ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de tous les associés. La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société, dans les formes prévues à l'article 1690 du code civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

*Pour avis,  
La gérance.*

**Office notarial CORMIER et CALMET**  
Papeete, 415, boulevard Pomare

**S.A. D'INVESTISSEMENTS DES HYDROCARBURES  
DE FARE UTE (S.I.H.F.U.)**

**Société anonyme au capital de 79.200.000 F CFP**

**Siège social : Papeete, Fare Ute**

**R.C.S. : Papeete n° 1.131 B**

*Remplacement du président du C.A.*

*Renouvellement du mandat du directeur général  
(C.A. du 5 juillet 2001)*

*Ancienne mention*

*Président du C.A.* : M. Albert MOUX, demeurant à Pirae, Vetea II.

*Directeur général* : M. François FERNANDES, demeurant à Mahina, Super Mahina.

*Nouvelle mention*

*Présidente du C.A.* : Mme Nina MOUX, demeurant à Pirae, Vetea II.

*Directeur général* : M. François FERNANDES, demeurant à Mahina, Super Mahina.

*Pour avis,  
Le conseil d'administration.*

**Office notarial CORMIER et CALMET**  
Papeete, 415, boulevard Pomare

**S.A. DISTRIBUTION POLYGAZ**  
**Société anonyme au capital de 33.000.000 F CFP**

**Siège social : Papeete, Fare Ute**

**R.C.S. : Papeete n° 1.344 B**

*Remplacement du président du C.A.*

*Renouvellement du mandat du directeur général  
(C.A. du 5 juillet 2001)*

*Ancienne mention*

*Président du C.A.* : M. Albert MOUX, demeurant à Pirae, Vetea II.

*Directeur général* : M. François FERNANDES, demeurant à Mahina, Super Mahina.

*Nouvelle mention*

*Présidente du C.A.* : Mme Nina MOUX, demeurant à Pirae, Vetea II.

*Directeur général* : M. François FERNANDES, demeurant à Mahina, Super Mahina.

*Pour avis,  
Le conseil d'administration.*

## ANNONCES DIVERSES

### COMITE TERRITORIAL DE LA JEUNESSE DE POLYNESIE FRANÇAISE - TE TAMA TI'A HOU

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(20 juin 2001)

Président	: TIRAO Aldo
Vice-présidente	: AMI Cécile
Secrétaire	: CAILLET Francis
Trésorier	: SIAO Raymond
Assesseur	: JAMET Ferdinand

### CENTRE DE BILANS ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE PU AVEI'A

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(18 juin 2001)

Présidente	: VERNAUDON Nina
Vice-président	: BOISSIER Jean
Secrétaire	: LESNE Guy
Trésorier	: CAYROU Jean-Pierre

### ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT TE ANUHE

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 juin 2001)

Président	: BUILLARD Opahi
Vice-président	: LE GUILLOU Jean-Jacques
Secrétaire	: CHUN Isabelle
Secrétaire adjoint	: LE ROHELLEC Bruno
Trésorier	: BESSON André

### ASSOCIATION JEUNESSE ATIMA NUI

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 juin 2001)

Président	: MANEA Christian
Vice-président	: TEISSIER Carlos
Secrétaire	: LO-SHING Jeannot
Secrétaire adjointe	: TZE-YU Patricia
Trésorière	: TEISSIER Anna
Trésorière adjointe	: ATAPO Esther
Assesseurs	: MANA Camélia
	: TCHEUNG PAO Noël
	: LO-SHING Justin
	: ROITAI Théophile
	: TCHEUNG PAO Caroline
	: TAIORÉ Jean-Pierre



**ASSOCIATION FA'AIHO TUMU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 juin 2001)

Présidente d'honneur	:	TAPUTUARAI Betty
Président	:	VAN BASTOLAIRE Henri
Vice-présidente	:	LAINE Virginie
Secrétaire	:	MACE Miriama
Secrétaire adjointe	:	ARAPA Alice
Trésorière	:	FRACCALAGLIO Ina
Trésorier adjoint	:	DEANE Walter
Assesurs	:	TAURAA Edgard
	:	TEIHOARII Gislaïne

**ASSOCIATION SPORTIVE PORO'URA-MAHAENA  
VOLLEY-BALL****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(19 juin 2001)

Présidente	:	PAUTU Tila
Vice-présidente	:	TAIRUA Miri
Secrétaire	:	TCHIOUNG Titaina
Secrétaire adjointe	:	TETUANUI Diana
Trésorière	:	TEHOTU Taina
Trésorière adjointe	:	FAUURA Frangélica

**CLUB DES SUPPORTERS DE LA SECTION FOOTBALL  
DE L'ASSOCIATION SPORTIVE MANU URA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 juin 2001)

Président d'honneur	:	GRAFFE Jacque
Présidente	:	BREMOND Mimosa
Vice-présidents	:	URIMA Henri
	:	APUARII Georges
Secrétaire	:	VAN SAM Edwige
Secrétaire adjoint	:	TEIVA Léon
Trésorière	:	MAI Merlyna
Trésorier adjoint	:	TAHUA Jean-Paul

**RESULTATS DE LA TOMBOLA  
DU SYNDICAT A T'I'A I MUA**  
(Tirage effectué le 24 juin 2001)

1er lot	1 aller-retour Papeete/Paris	n° 20.856
2e lot	2 aller-retour Papeete/Los Angeles	n° 9.623
3e lot	1 tondeuse	n° 17.914
4e lot	1 combi T.V./magnétoscope	n° 4.579
5e lot	1 aspirateur à vapeur	n° 2.950
6e lot	1 week-end au Beachcomber Tahiti	n° 17.053
7e lot	1 aller-retour Papeete/Rangiroa	n° 18.094
8e lot	1 cochon de lait	n° 16.106
9e lot	1 aller-retour Papeete/Bora Bora	n° 1.182
10e lot	1 paire de jumelle	n° 17.967
11e lot	1 perle	n° 13.311
12e lot	1 coupe-carreaux	n° 13.598
13e lot	2 aller-retour Tahiti/Moorea	n° 9.319
14e lot	4 repas Mac Donald	n° 12.697
15e lot	4 repas Mac Donald	n° 6.213
16e lot	4 repas Mac Donald	n° 6.923
17e lot	4 repas Mac Donald	n° 7.754
18e lot	4 repas Mac Donald	n° 3.355

**ASSOCIATION UPE O TE HENUA ENANA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(23 mars 2001)

Président	:	TAUIRA Joseph
Vice-président	:	TUHEIAVA Arai
Secrétaire	:	TEIKITEETINI Patrick
Secrétaire adjoint	:	BONNO Adrien
Trésorier	:	PELAY Roland
Trésorier adjoint	:	DOURLET Patrick
Environnement	:	TAMARII Jean
Environnement adjoint	:	SMITH Tracey

**ASSOCIATION HOTU RAU NO TOAHOTU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 avril 2001)

Président d'honneur	:	TEVAEARAI Faurai
Président	:	POETAI Tetuira
Vice-président	:	TERIITAOHIA Lionel
Secrétaire	:	HUTAPU Noho
Secrétaire adjointe	:	POETAI Dora
Trésorière	:	TEURAVEHE Léa
Trésorière adjointe	:	HAUATA Roiti
Commissaires aux comptes	:	TEVAEARAI Tamateiva MAU Sylvie

**ASSOCIATION SPORTIVE TUMUKURU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(15 mai 2001)

Président	:	TAGI Jean
Vice-présidente	:	FENUAITI Agnès
Secrétaire	:	BEAURY Jean-Pierre
Secrétaire adjointe	:	LEBRONNEC Eléonord
Trésorière	:	MAPUHI Eileen
Trésorier adjoint	:	TAAE Louis

**TENNIS CLUB DE BORA BORA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(21 mars 2001)

Président d'honneur	:	TONG SANG Gaston
Membre fondateur	:	DENSAT René
Président	:	LO Alexis
Vice-présidents	:	MANUTAHII Eritana DENSAT Turia
Secrétaire	:	MACOUIN François
Secrétaire adjoint	:	SAVIGNY Emmanuel
Trésorier	:	LO Gérard
Trésorier adjoint	:	BASTIEN Yves
Commissaire aux comptes	:	GOURONNEC Achille

**DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE MAKEMO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(3 juillet 2001)

Président	:	PITO Gustave
Vice-présidente	:	MAIROTO Maire
Secrétaire	:	PETIS Moeava
Secrétaire adjointe	:	RAVEINO Raymonde
Trésorier	:	KOTE Alexis
Trésorière adjointe	:	KOTE Monique

**ASSOCIATION SPORTIVE TIARE TEKOFAI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(4 juillet 2001)

Présidente	:	PITO Pauline
Vice-présidente	:	TAHI Aliane
Secrétaire	:	PETIS Moeava
Secrétaire adjointe	:	TAPI Natacha
Trésorier	:	PITO Gustave
Trésorière adjointe	:	BELLAIS Tekura
Commissaire aux comptes	:	FROGIER Minnie
Asseseurs	:	TOKORAGI Félix TAHI Julie

**JEUNESSE ATHLETIQUE DE MAKEMO - J.A.M.****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 juillet 2001)

Président	:	KOTE Alexis
Vice-présidente	:	KOTE Monique
Secrétaire	:	TEURURAI Nicole
Secrétaire adjointe	:	MAIROTO Tevahine
Trésorière	:	MAIROTO Josselyn
Trésorière adjointe	:	IOTUA Tuiariki

**SYNDICAT PROFESSIONNEL DES BANQUES  
A T'IA I MUA/C.F.D.T. BANQUES (L.S.P.B.)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 mai 2001)

Président	:	GAUDU Yann
Vice-présidents	:	THOMPSON Joe JEAN Napoléon
Secrétaire	:	BARSINAS Maurice
Secrétaire adjointe	:	KUO Lolita
Trésorier	:	FLIOU Stéphane
Trésorière adjointe	:	LILLOUX Tatiana
Asseseurs	:	MAONO René THUNOT John

**MAISON FAMILIALE RURALE DE HAO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(5 juin 2001)

Président	:	FOSTER Temauri
Vice-présidents	:	LABUTHIE James ARAKINO Christine TAKAMOANA Pere
Secrétaire	:	POIRIER Maite
Secrétaire adjointe	:	TEPA Berenice
Trésorier	:	KOHUEINUI Alban
Trésorier adjoint	:	LAU Charles

**MOUVEMENT DE JEUNESSE DE FAA'A****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 avril 2001)

Présidente	:	TEAUNA Emilienne
Vice-président	:	PIIRAI Marc
Secrétaire	:	APUARI Jean-Claude
Secrétaire adjointe	:	PIHAATAE Titaina
Trésorière	:	POIA Clarisse
Trésorière adjointe	:	TIRAO Virginie

**FOYER SOCIO-EDUCATIF ET COOPERATIVE  
DU COLLEGE DE RANGIROA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(13 juin 2001)

		<i>Représentants des élèves</i>
Présidente	:	PAUAI
Trésorière	:	VAHINE
		<i>Représentants des adultes</i>
Président	:	BARDY Patrice
Vice-présidente	:	SARRAZIN Josianne
Secrétaire	:	MAUHOURAT Gérard
Trésorier	:	MAURY Lucien
Trésorier adjoint	:	SUN Alban

**ASSOCIATION DES VOILIERS EN POLYNESIE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(4 juin 2001)

Président	:	BALTZER Michel
Vice-présidente	:	JEZEQUEL Yveline
Secrétaire	:	DUPAS François
Secrétaire adjoint	:	BLOCH Yves
Trésorier	:	LE BRAS Guy
Trésorier adjoint	:	MERANGER Jean-Pierre
Relations internationales	:	CALLEBAUT Luc

**AMICALE DES EMPLOYES DE LA MUNICIPALITE  
DE MOOREA-MAIAO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(23 mai 2001)

Président d'honneur	:	MAIHI Teriitepaiatua
Président	:	MATAI Gilles
Vice-présidente	:	MAIRAI Eileen
Secrétaire	:	OITO Yvanhoe
Secrétaire adjointe	:	MERVIN Dorita
Trésorier	:	AITAMAI Thierry
Trésorier adjoint	:	HAUATA Jean

**ASSOCIATION SPORTIVE PIROGUIERS DE FAA'A****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 juillet 2001)

Président	:	TAVI Pirifonia
Vice-présidents	:	LAUGHLIN Gabriel TUA Mere
Secrétaire	:	TAUAROAH Rahapa
Secrétaire adjoint	:	HOROI Paul
Trésorière	:	AUBRY Danielle
Trésorier adjoint	:	TERIEROOITERAI Gilbert
Asseseur	:	LAUGHLIN Hugh
Responsable matériel	:	SULPICE Frédéric

**ASSOCIATION TE AVA HINENA'O****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(19 juin 2001)

Présidente	:	KAMIA Léonie
Vice-présidente	:	VAKI Sarah
Secrétaire	:	MOTE Mareva
Trésorière	:	BOUYER Jeanne-d'Arc
Asseseurs	:	COULON Nina PAHUTOTI Vanessa

**ASSOCIATION TAMARII RAPA NO TAHITI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 mai 2001)

Président	: TEREINO Pua
Vice-président	: TAMATA Maurice
Secrétaire	: NARII Doris
Secrétaire adjointe	: OPETA Hélène
Trésorier	: PATIRA Teputaeikura
Trésorier adjoint	: TINOMOE Williams

**ASSOCIATION TAMARII PAPARAU NO PUNAAUIA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(9 juin 2001)

Président	: TERIITAPUNUI Francis
Vice-président	: FULLER Joël
Secrétaire	: MARA Alfred
Secrétaire adjointe	: TEAVE Madeleine
Trésorier	: PARAU Ariiparauhia
Trésorier adjoint	: LEE Raymond

**ASSOCIATION POUR LA PROTECTION  
DE LA VALLEE DE LA PUNARUU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(20 juin 2001)

Président	: TAPETA Hitoti
Vice-présidents	: TAURAA Jean-Claude TEPAVA Irène
Secrétaire	: MARA Alfred
Secrétaire adjointe	: FAATAU Mathilde
Trésorier	: TUMAHAI Gérard
Trésorier adjoint	: BARSINAS Maurice

**SYNDICAT NATIONAL DE LA POLICE  
EN TENUE SECTION P.A.F. (S.N.P.T.-P.A.F.)****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(17 mai 2001)

Secrétaire général	: TOOFA Gérard
Secrétaire général adjoint	: LANGOMAZINO John
Secrétaire administratif	: TATARATA Marc
Trésorier	: BUTSCHER Renaud
Assesseurs	: ROBSON Dominique PIFAO Octave MAROTAU Alfred CHING Raphaël VAHINE Philippe FAUA-MAHAI Jean-Claude PALMER Whitmer GARCIA Maïte

**ASSOCIATION FAATURA AIMEO  
MOOREA ENVIRONNEMENT****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(21 février 2001)

Présidente	: TEIHOTU Christa
Vice-présidents	: RURUA Maurice BROTHERSON John
Secrétaire	: RURUA Lee
Secrétaire adjointe	: DHIEUX Dina
Trésorier	: TEIHOTU Petea
Trésorier adjoint	: JONVILLE Christian

**COMITE D'ACCUEIL TE NIU HITI DE TIKEHAU**  
(Récépissé n° 7047 DRCL du 9 juillet 2001)

## Extraits de statuts

Il est fondé le 26 juin 2001, entre les soussignés et ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, une association dénommée COMITE D'ACCUEIL TE NIU HITI DE TIKEHAU.

Elle a pour objet d'assurer, en relation avec les pouvoirs publics concernés, tout en partie les fonctions suivantes :

- la promotion de l'île et l'accueil des personnalités ;
- la diffusion de l'information liée à l'accueil ;
- la sensibilisation de la population aux problèmes de l'accueil à Tikehau ;
- le développement, l'animation des fêtes ou toute autre activité de la commune de Tikehau ;
- la coordination sur le plan local et l'attribution d'aide financière à toutes activités se rapportant à l'accueil ;
- la réalisation de tous travaux d'infrastructures liés à l'accueil dans l'île de Tikehau ;
- la sauvegarde du patrimoine et l'entretien des sites touristiques.

Son siège social est fixé à Tuherahera, village de Tikehau, commune associée de Rangiroa. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même île par simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	: METUA Marere
Présidente	: VOIRIN Manihinihi
Vice-présidents	: TEIVA Stive TAVAITAI Hugo
Secrétaire	: NATUA Carine
Secrétaire adjointe	: BELLAIS Epeneta
Trésorière	: POU Francilia
Trésorière adjointe	: METUA Dora
Assesseurs	: MATEHAU Reia BELLAIS Myrna DEPIERRE Jean-Louis FAATUPUA Thérèse HARRYS Rudolphe HARRYS Assam

**ASSOCIATION SPORTIVE L'OLYMPIQUE DE MAKEMO**  
(Récépissé n° 6471 DRCL du 26 juin 2001)

## Extraits de statuts

L'association sportive L'OLYMPIQUE DE MAKEMO, fondée le 19 juin 2001, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives, et en particulier, la pratique du volley-ball ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Makemo. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur ; la ratification de l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: GORRE Maurice
Secrétaire	: ATUAHIVA Philola
Trésorière	: RIARIA Albertine

**ASSOCIATION ARTISANALE RAIHERE**  
(Récépissé n° 7048 DRCL du 9 juillet 2001)

**Extraits de statuts**

Conformément à la loi du 1er juillet 1901, il est créé le 2 juin 2001 dans la commune de Toahotu (Tairapu-Ouest), une association dénommée RAIHERE.

Elle a pour but :

- de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres ;
- de représenter l'association auprès des pouvoirs publics et d'agir légalement en leur nom sur le plan local (fêtes, journées corporatives, soirées de cinéma) ;
- de documenter les membres sur tout ce qui concerne la vie et l'orientation de l'association ;
- d'assurer des contacts permanents entre ses membres.

Elle s'interdit toute discussion étrangère à son but (d'ordre politique notamment).

Son siège social est fixé à Toahotu.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: FARAURU Angéline
Présidente	: HIOE Roselyne
Vice-présidente	: MAU Emelia
Secrétaire	: TAUMIHAI Taiana
Secrétaire adjointe	: TERITAOHIA Danielle
Trésorière	: TIARETU Yvette
Trésorière adjointe	: SAMIN Karen

**ASSOCIATION TE TAHUNA**  
(Récépissé n° 7046 DRCL du 9 juillet 2001)

**Extraits de statuts**

Il est constitué le 19 juin 2001, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association TE TAHUNA composée de la famille HUUTI Tupara a pour but de sensibiliser, d'intéresser, d'accompagner des jeunes et même des adultes à des apprentissages de techniques, de méthodes, de connaissances liées à l'agriculture, à l'élevage de porcs, de chèvres, à l'artisanat et à la pêche lagunaire et d'assurer l'exposition-vente des produits agricoles, artisanaux, floraux de l'association dans la vallée de Hakamahi.

Son siège social est fixé à Hakamahi, Ua Pou, Marquises-Nord.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: HUUTI Tupara
Secrétaire	: HUUTI Jean-Paul
Trésorière	: KAIHA Cécile

**ASSOCIATION TAMARII HAENA**  
(Récépissé n° 6410 DRCL du 22 juin 2001)

**Extraits de statuts**

Il est fondé le 18 juin 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION TAMARII HAENA.

Elle a pour objet :

- d'adhérer des jeunes et de leur attribuer des moyens d'actions et d'interventions ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aide à l'insertion sociale, professionnelle, économique, sportive et culturelle de la jeunesse ;
- de proposer et d'organiser des manifestations de toute nature et notamment des programmes socio-éducatifs et de protection de l'environnement ;
- de promouvoir toute expression musicale polynésienne, sur le plan local et international ;
- de participer à la promotion touristique du territoire ;
- de créer des sections ;
- d'organiser des soirées et journées musicales, culturelles entre les jeunes.

De manière générale, d'instruire et de suivre tout dossier relatif à la jeunesse.

Son siège social est fixé à Mahaena, P.K. 31,800, côté montagne. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	: TAIRUA Miriama
Vice-président	: URAEVA Billy
Secrétaire	: TCHOUNG YAO Titaina
Trésorière	: LUCAS Kaline

**ASSOCIATION TO'OTAMA**  
(Récépissé n° 6749 DRCL du 3 juillet 2001)

**Extraits de statuts**

Il est formé, le 25 juin 2001, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes qui la complètent.

Elle prend le nom de TO'OTAMA.

Elle a pour objet :

- de participer à l'évolution des élèves sur le plan scolaire ;
- la mise en place de formation en collaboration éventuellement avec d'autres associations et les pouvoirs publics ;

- de prendre toutes initiatives en faveur des élèves afin de participer à leur évolution ;
- d'engager toutes actions permettant de responsabiliser les membres et de les sensibiliser.

Elle pourra étendre son action dans d'autres domaines sur décision de son assemblée générale.

Son siège social est fixé à Tipaerui, face au stade Willy-Bambridge, Papeete, B.P. 2563 Papeete. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	CARLSON Lindy
Vice-présidents	:	PATER Hinano VIGIER Gérard
Secrétaire	:	RERE Suzanne
Secrétaire adjointe	:	FLEURY Claude
Trésorière	:	TETUAAPUA Malika
Trésorier adjoint	:	CARLSON Jean-Michel
Assesseur	:	SOMMERS Juanita

#### ASSOCIATION AGRICOLE TAAIATOKA (Récépissé n° 7059 DRCL du 12 juillet 2001)

##### Extraits de statuts

Il est constitué le 26 juin 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle prend le nom de ASSOCIATION AGRICOLE TAAIATOKA.

Elle a pour but de promouvoir l'agriculture et l'élevage au niveau des jeunes afin qu'ils puissent vivre de leur travail :

- donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans l'île ;
- donner du travail aux jeunes de l'île à la fin de leur scolarité ;
- initier et encourager les jeunes à faire de l'agriculture et de l'élevage ;
- écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Hakahau, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	FIU Antoine
Secrétaire	:	KAIHA Marie
Trésorier	:	KAIHA Patrick
Assesseur	:	FIU Louise

#### SYNDICAT A TI'A I MUA AIR TAHITI NUI

##### Extraits de statuts

Il est formé le 23 mars 2001, entre les travailleurs de l'entreprise AIR TAHITI NUI se réclamant de A TPA I MUA et qui adhèrent aux présents statuts, une section syndicale qui prend le nom de SYNDICAT A TPA I MUA DE L'ENTREPRISE AIR TAHITI NUI.

Elle a pour but :

- de resserrer les liens de solidarité et de confraternité entre tous les travailleurs membres ;
- de défendre les intérêts sociaux, moraux et matériels de ses membres et adhérents, sur le plan individuel comme sur le plan collectif, devant l'employeur ;
- de relever le niveau social, moral et économique de ses membres et adhérents ;
- de donner conscience à ses membres et adhérents et aux travailleurs du secteur d'activité du rôle social qu'ils ont à remplir dans l'entreprise ;
- de promouvoir la réflexion et l'action syndicale entre tous ses adhérents et au besoin avec d'autres sections syndicales de A Ti'a I Mua pour la réalisation d'objectifs syndicaux communs.

Son siège social est fixé dans les locaux syndicaux mis à disposition de l'entreprise. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du bureau de section.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	AUNOA-BRASSAC Françoise
Vice-présidente	:	BORDES Ginira
Trésorière	:	COULON Genny

#### SYNDICAT A TI'A I MUA CLINIQUE CARDELLA

##### Extraits de statuts

Il est formé le 31 janvier 2000, entre les travailleurs de l'entreprise CLINIQUE CARDELLA se réclamant de A TPA I MUA et qui adhèrent aux présents statuts, une section syndicale qui prend le nom de SYNDICAT A TPA I MUA DE L'ENTREPRISE CLINIQUE CARDELLA.

Elle a pour but :

- de resserrer les liens de solidarité et de confraternité entre tous les travailleurs membres ;
- de défendre les intérêts sociaux, moraux et matériels de ses membres et adhérents, sur le plan individuel comme sur le plan collectif, devant l'employeur ;
- de relever le niveau social, moral et économique de ses membres et adhérents ;
- de donner conscience à ses membres et adhérents et aux travailleurs du secteur d'activité du rôle social qu'ils ont à remplir dans l'entreprise ;
- de promouvoir la réflexion et l'action syndicale entre tous ses adhérents et au besoin avec d'autres sections syndicales de A Ti'a I Mua pour la réalisation d'objectifs syndicaux communs.

Son siège social est fixé dans les locaux syndicaux mis à disposition de l'entreprise. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du bureau de section.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: JAHAN Jean
Secrétaire	: HAAMARU Vena
Trésorier	: OLIK Claude

#### ASSOCIATION SPORTIVE ATIAHARA

(Récepissé n° 7044 DRCL du 9 juillet 2001)

##### Extraits de statuts

L'association ATIAHARA, fondée le 9 mai 2001, est une association sportive de piroguiers dont le but est de développer ce sport parmi la jeunesse de TuBuaï, d'organiser des rencontres sportives de pirogues et de participer à des compétitions territoriales et internationales.

Son siège social est fixé à Mataura, Tubuai.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TUPEA Teherii
Président	: TUPEA Jimmy
Vice-président	: TEINAURI Adrien
Secrétaire	: BIAREZ Philippe
Secrétaire adjointe	: TUPEA Marielle
Trésorier	: KATUPA René
Trésorier adjoint	: TAU Evrard
Assesseurs	: TUMARAE Ata TUPEA Norbert CHUNG TIEN Teva FLORES Jean-Jacques

#### ASSOCIATION SPORTIVE TAURE'A NUI

(Récepissé n° 6607 DRCL du 27 juin 2001)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE TAURE'A NUI, fondée le 9 juin 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Elle a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts. Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidée par le comité directeur. Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à la mairie de Fare, commune de Huahine. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: LEE CHIP SAO Eric
Présidente	: HACHECHE Brigitte
Vice-président	: TAAROAMEA Bruno
Secrétaire	: LEE CHIP SAO Henriette
Secrétaire adjointe	: TUHEI Rachel
Trésorier	: COLOMBANI Moehau
Trésorier adjoint	: MARE Teva
Assesseurs	: TEMAIANA Tapunui TUARIHIONOA Rohianuu

#### ASSOCIATION TE HITI MARAMA NO TIAREI

(Récepissé n° 6412 DRCL du 22 juin 2001)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 15 juin 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION TE HITI MARAMA NO TIAREI.

Elle a pour objet :

- d'adhérer des jeunes et de leur attribuer des moyens d'actions et d'interventions ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aide à l'insertion sociale, professionnelle, économique, sportive et culturelle de la jeunesse ;
- de proposer et d'organiser des manifestations de toute nature et notamment des programmes socio-éducatifs et de protection de l'environnement ;
- de promouvoir toute expression musicale polynésienne, sur le plan local et international ;
- de participer à la promotion touristique du territoire ;
- de créer des sections ;
- d'organiser des soirées et journées musicales, culturelles entre les jeunes.

De manière générale, d'instruire et de suivre tout dossier relatif à la jeunesse.

Son siège social est fixé à Onohea, P.K. 25,200, côté mer. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIHOTU Pirato
Vice-président	: LY SING SAO Serge
Secrétaire	: PAUTU Heifara
Secrétaire adjointe	: LY SING SAO Christiane
Trésorier	: OUTURAU PITTMAN Joseph
Trésorière adjointe	: TEIHOTU Dora

#### ASSOCIATION SYNDICALE D'AMENAGEMENT DU PLATEAU DE MARAEAPAI

L'ASSOCIATION SYNDICALE D'AMENAGEMENT DU PLATEAU DE MARAEAPAI, régie par la loi du 21 juin 1865, et constituée aux termes d'un acte reçu aux minutes de Me Bernard BRUGGMANN, le 24 juin 1992, a, à ce jour, les caractéristiques suivantes :

**Objet :** Aménagement et mise en valeur des terrains du plateau de Afaahiti, entretien des biens communs à tous les propriétaires compris dans son périmètre.

**Dénomination :** Association syndicale d'aménagement du plateau de MARAEAPAI, en abrégé A.S.A.P.M.

**Siège :** Sétil, B.P. 303 Papeete. Il pourra être transféré par simple décision du bureau syndical.

**Durée :** Illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**  
(9 juin 2001)

Présidente	: POEVAI Céline
Vice-président	: PRUNONOSA Henri
Secrétaire	: FAGART Michel
Trésorière	: LABBEYI Manuela
Assesseur	: TAMUI Athos

**ASSOCIATION TIHIU**

(Récépissé n° 7045 DRCL du 9 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 25 juin 2001, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association TIHIU, composée de la famille TEIKITUMENAVA Marcel Eriko, a pour but de sensibiliser, d'intéresser, d'accompagner des jeunes et même des adultes à des apprentissages de techniques, de méthodes, de connaissances liées à l'agriculture, à l'élevage de porcs, de chèvres, à l'artisanat et à la pêche lagonaire et d'assurer l'exposition-vente des produits agricoles, artisanaux et floraux de l'association sur l'île de Ua Pou.

Son siège social est fixé à Hohoi, Ua Pou, Marquises-Nord.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TEIKITUMENAVA Ludovic
Secrétaire	: AH-LO Brigitte
Trésorière	: TEIKITUMENAVA Eliane

**ASSOCIATION POI HOU NO A'AKAPA**  
(Récépissé n° 1480 DRCL du 22 juin 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 14 juin 2001, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association qui prend la dénomination de POI HOU NO A'AKAPA de la commune de Nuku Hiva.

Elle a pour but la réalisation d'activités économiques et socioculturelles, l'insertion sociale des jeunes en difficultés de 16 à 40 ans environ de la commune de Nuku Hiva. Elle amènera chacun à une meilleure connaissance des dispositifs d'aide du territoire et de l'Etat aux jeunes créateurs d'entreprises et d'idées de projets. Elle se charge de faire valoir et de promouvoir la jeunesse de la commune en lui offrant des invitations à des rencontres entre les différents services de l'Etat ou du territoire. Dans le cadre du développement des objectifs de l'association, elle a pour objet de maintenir des contacts

étroits avec les organismes, collectivités publiques et privées et les personnes privées susceptibles d'apporter leurs contributions, d'améliorer la couverture sociale des jeunes par des aides financières ou en matériel, et non pas les assister, de servir d'intermédiaire ou de conseiller auprès de jeunes. Elle s'autorise de procurer un projet d'animation pour la jeunesse et pourra collaborer à toute activité culturelle ou autre.

Son siège social est fixé à Taiohae. Il peut être transféré en tout autre lieu sur simple décision du comité directeur.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: KIMITETE Simon
Secrétaire	: BANGELINA Diana
Trésorier	: TEAUTOUAHA VAO Justin

**ASSOCIATION FAMILIALE LO YOUNG PINE**

(Récépissé n° 7216 DRCL du 16 juillet 2001)

Extraits de statuts

Il est formé le 1er juillet 2001 entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION FAMILIALE LO YOUNG PINE.

Elle a pour objet :

- de resserrer les liens entre tous les héritiers de cette grande famille ;
- d'entretenir des contacts entre parents et enfants ;
- d'organiser des rencontres par des activités socioculturelles, sportives et autres ;
- d'avoir une connaissance exacte concernant sa généalogie ;
- de participer financièrement lors d'évacuation sanitaire hors du territoire de la Polynésie française d'un membre de la famille ;
- de participer financièrement lors du décès d'un membre de la famille.

Son siège social est fixé à Paea, P.K. 24,5, côté montagne, résidence Manava, B.P. 10.343 Paea. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: YOUNG PINE Fauvahine
Président	: YOUNG PINE Chao On
Vice-présidente	: TUTEIRIHIA Rose-Marie
Secrétaire	: YOUNG PINE Steeve
Secrétaire adjointe	: LAGARDERE Ilona
Trésorière	: PANG Yvannah
Trésorière adjointe	: OPUU Noéline
Assesseurs	: CHANT Laura HULOT André YOU SIN AH CHO Edmond YOUNG PIN You Fat TUTEIRIHIA Hiro

# ASSOCIATION FAMILIALE HERITIERS DE FEU FENUAITI-IRITI

(Récépissé n° 6309 DRCL du 21 juin 2001)

## Extraits de statuts

Conformément à la loi du 1er juillet 1901, il est créé le 9 juin 2001 une association de famille dénommée ASSOCIATION FAMILIALE HERITIERS DE FEU FENUAITI-IRITI.

Elle a pour objet :

- de défendre les intérêts de ses membres la composant en une force morale, économique et solidaire ;
- de regrouper tous les membres de la même famille ;
- de faire toute démarche et d'entreprendre toute action concernant leur patrimoine culturel et foncier ;
- de rechercher et de promouvoir son identité familiale (généalogie) et juridique.

Son siège social est fixé à Tautira village.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: FAARUIA Marie-Louise
Vice-présidente	: BARFF Henriette
Secrétaire	: RICHERD Amélie
Secrétaire adjointe	: TAHUHUTERANI Augusta
Trésorière	: FENUAITI Armandine
Trésorier adjoint	: FENUAITI César

# ASSOCIATION TERAIMATEATA NO AUAE

(Récépissé n° 7212 DRCL du 16 juillet 2001)

## Extraits de statuts

L'association dénommée TERAIMATEATA NO AUAE, fondée le 11 juillet 2001, a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Faa'a, Auae, P.K. 3, côté montagne, quartier Souky. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAIHURI Heilanie
Vice-présidente	: TERITETOOFAR Valérie
Secrétaire	: TAMA Elda
Secrétaire adjointe	: TANE Rere
Trésorier	: TEREVA Steve
Trésorier adjoint	: HOATA Johnny

# ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES DES VALLEES DE OROFERO ET DE LA RIVIERE DE VAIATU

(Récépissé n° 7188 DRCL du 12 juillet 2001)

## Extraits de statuts

Il est fondé le 29 mars 2001 entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION DES COPROPRIETAIRES DES VALLES DE OROFERO ET DE LA RIVIERE DE VAIATU.

Elle a pour but de regrouper toutes les personnes propriétaires ayant des droits et intérêts dans les vallées de Orofero et de les protéger en commun.

Dans le cadre de ces buts, les moyens d'action de l'association résultent de la gestion de ladite association et d'une façon générale, de l'organisation de réunions, de publications, d'échanges et de rencontres à caractère non commercial et politique.

Son siège social est fixé à Paea, chez M. Maehaa TAURAA. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration, ratifiée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAURAA Maehaa
Vice-président	: SHAM-KOUA Roméo
Secrétaire	: TAURAA Moea
Secrétaire adjointe	: TAURAA Edwige
Trésorière	: MAURI Suzanne
Trésorière adjointe	: AFAI Clarita

# SYNDICAT A TI'A I MUA-SETIL - S.S.I.S.

## Extraits de statuts

Il est formé entre les travailleurs de l'entreprise Setil/S.S.I.S. se réclamant de A Ti'a I Mua, et qui adhèrent aux présents statuts, une section syndicale qui prend le nom de SYNDICAT A TI'A I MUA DE L'ENTREPRISE SETIL/S.S.I.S.

Elle a pour but :

- de resserrer les liens de solidarité et de confraternité entre tous les travailleurs membres ;
- de défendre les intérêts sociaux, moraux et matériels de ses membres et adhérents, sur le plan individuel comme sur le plan collectif devant l'employeur ;
- de relever le niveau social, moral et économique de ses membres et adhérents ;
- de donner conscience à ses membres et adhérents et aux travailleurs du secteur d'activité du rôle social qu'ils ont à remplir dans l'entreprise ;
- de promouvoir la réflexion et l'action syndicale entre tous ses adhérents, et au besoin avec d'autres sections syndicales de A Ti'a I Mua pour la réalisation d'objectifs syndicaux communs.



Son siège social est fixé dans les locaux syndicaux mis à la disposition de l'entreprise. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du bureau de section.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: YAU Robert
Vice-président	: TUHAIVA Jean-Paul
Secrétaire	: CERAN-JERUSALEMY Gilbert
Trésorier	: JITHAME Augustin

#### ASSOCIATION FAMILIALE TAMARII TEPUAI FENUA

(Récépissé n° 7214 DRCL du 16 juillet 2001)

#### Extraits de statuts

Il est formé le 12 juillet 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION FAMILIALE TAMARII TEPUAI FENUA.

Elle a pour objet :

- de défendre et de protéger les biens que nous ont légués nos ancêtres ;
- de regrouper et de resserrer les liens familiaux ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;

- de recueillir tous les documents dans les services (tribunaux, état civil, cadastre, etc.) ;
- d'engager toutes les actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine transmis par leurs ancêtres ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant à nos ancêtres ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches suscitées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif.

Son siège social est fixé à Arue, Erima III, lot n° 179. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: FLOHR Edwin
Président	: FLOHR Jérôme
Vice-présidente	: JAMET Paulette
Secrétaire	: FLOHR Noëlline
Secrétaire adjointe	: FLOHR Christine
Trésorière	: LEETEG Yangherrina
Trésorier adjoint	: FLOHR Vêla

## LOTO NATIONAL

#### LOTO NATIONAL N° 55

Premier tirage du mercredi 11 juillet 2001 :

12 17 43 46 47 49

Numéro complémentaire : 27

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	Pas de gagnants.	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	3	31.112.899
5 bons numéros.....	254	137.713
4 bons numéros et numéro complémentaire....	698	5.274
4 bons numéros.....	16.381	2.637
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.377	544
3 bons numéros.....	291.774	272

Deuxième tirage du mercredi 11 juillet 2001 :

16 22 23 25 29 49

Numéro complémentaire : 7

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	210.300.188
5 bons numéros et numéro complémentaire....	10	1.022.758
5 bons numéros.....	259	135.167
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.008	5.530
4 bons numéros.....	14.905	2.765
3 bons numéros et numéro complémentaire....	31.986	544
3 bons numéros.....	283.134	272

N° JOKER : 0 7 8 3 4 0 1

#### LOTO NATIONAL N° 56

Premier tirage du samedi 14 juillet 2001 :

3 16 40 41 44 45

Numéro complémentaire : 5

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	95.394.767
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	1.980.934
5 bons numéros.....	146	230.948
4 bons numéros et numéro complémentaire....	458	6.220
4 bons numéros.....	13.802	3.110
3 bons numéros et numéro complémentaire....	15.938	690
3 bons numéros.....	225.186	345

Deuxième tirage du samedi 14 juillet 2001 :

22 31 36 39 41 47

Numéro complémentaire : 28

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	205.548.672
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	1.663.028
5 bons numéros.....	185	183.194
4 bons numéros et numéro complémentaire....	595	7.822
4 bons numéros.....	10.551	3.911
3 bons numéros et numéro complémentaire....	15.867	764
3 bons numéros.....	207.960	382

N° JOKER : 7 6 8 8 6 1 3

**SUPER LOTO**

Tirage du vendredi 13 juillet 2001 :

**9 14 23 25 29 45**Numéro complémentaire : **8**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 200 F CFP)
6 bons numéros.....	1	1.790.907.966
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	12.982.863
5 bons numéros.....	353	550.492
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.157	25.904
4 bons numéros.....	21.863	12.952
3 bons numéros et numéro complémentaire....	32.331	1.636
3 bons numéros.....	421.171	818

**KENO**

Numéro Jackpot 8 54 73 54				Numéro Jackpot 2 80 55 95				Numéro Jackpot 1 21 40 92			
Lundi 9/07/2001				Mardi 10/07/2001				Mercredi 11/07/2001			
7	12	19	21	4	19	27	28	3	14	15	19
22	23	27	28	29	30	34	36	20	21	24	31
30	32	38	39	38	40	41	42	32	37	41	42
43	45	46	48	46	47	50	51	43	52	55	59
56	61	67	69	62	63	65	69	61	62	68	70

Numéro Jackpot 6 18 12 51				Numéro Jackpot 5 59 53 42				Numéro Jackpot 2 92 81 35				Numéro Jackpot 2 82 18 42			
Jeudi 12/07/2001				Vendredi 13/07/2001				Samedi 14/07/2001				Dimanche 15/07/2001			
2	5	6	11	1	10	11	12	4	12	14	17	6	8	9	14
14	16	17	30	13	17	21	26	28	31	32	34	16	18	21	22
31	32	33	36	29	36	47	49	41	48	54	55	28	29	35	37
41	42	52	53	50	58	59	60	56	57	60	61	38	47	51	52
60	67	69	70	63	64	65	69	64	66	67	70	60	63	69	70

# TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

## VIENT DE PARAÎTRE

- Tarif des douanes (édition février 2001)..... 6.214 FCP

## EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Code de l'Education (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 25 août 2000) .....	433 FCP
- Code de la santé publique (J.O.P.F. n° 6 N.S. du 1er décembre 2000) .....	1.195 FCP
- Code du commerce (J.O.P.F. n° 7 N.S. du 15 décembre 2000) .....	973 FCP
- Contrat de développement Etat - Polynésie française 2000-2003 (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 21 décembre 2000) .....	278 FCP
- Code de l'environnement (J.O.P.F. n° 1 N.S. du 19 janvier 2001) .....	520 FCP
- Code de Justice Administrative (J.O.P.F. n° 2 N.S. du 30 janvier 2001) .....	322 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 2001 .....	2.652 FCP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien) .....	666 FCP
- Code de l'aménagement (édition 1999) .....	3.328 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996) .....	374 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996) .....	697 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française.....	1.342 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour) .....	3.380 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995) .....	2.700 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996) .....	2.075 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997) .....	2.480 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1998) .....	2.886 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1999) .....	3.162 FCP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales .....	1.778 FCP
Tome 2 : Statut particulier .....	2.694 FCP
Tome 3 : Filière santé.....	1.643 FCP
- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2001) .....	3.172 FCP
- Code des douanes (juillet 1999).....	2.141 FCP

*Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages*

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

## TARIFS

**des Abonnements de l'Imprimerie Officielle à compter de Janvier 2001**

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
	Polynésie française	Voie aérienne					
Numéro.....	198*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois .....	4.020	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an.....	7.296	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

\* Frais d'expédition non inclus pour les îles.

